

## Chad

---

### Executive Summary

Le Tchad est relativement stable en dépit des menaces sécuritaires provoquées par les conflits en cours dans les pays voisins, notamment au Nigeria, au Soudan (Darfour), en Libye et en République Centrafricaine. Le pays traverse une période difficile due à la poursuite de la crise économique et financière qui continue d'impacter le niveau des ressources allouées aux secteurs sociaux.

En termes de réponse aux situations humanitaires et d'urgence, le bureau a contribué à l'élaboration du Plan national de contingences multirisques qui a été adopté en octobre 2017. Ce plan contient des mécanismes de préparation et de réponse à des crises identifiées conjointement avec les structures gouvernementales, les Agences du Système des Nations Unies et les partenaires non gouvernementaux.

Dans les zones de déplacement, 166 800 enfants soit 83.7 pour cent ont bénéficié de services de prise en charge de la malnutrition et 114 500 personnes soit 42.7 pour cent ont eu accès à l'eau potable et à des services d'assainissement de base ainsi que 38 000 personnes souffrant d'hépatite E dans la région du Salamat et 1 250 personnes et leurs communautés souffrant de choléra dans les régions de Sila et du Salamat, couplées à des campagnes de mobilisation sociale et de communication. Par ailleurs, la première moitié des membres des associations des parents d'élèves dans les écoles ciblées (soit 148 membres des associations dans 74 écoles pour 2017, la deuxième moitié étant planifiée pour 2018) ont eu des connaissances accrues en cartographie des risques et dangers dans les écoles.

Au niveau des politiques et des lois, on peut noter l'adoption de la stratégie nationale pour l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et la soumission du rapport initial de la Charte africaine pour les Droits et le Bien-être de l'enfant et tous ses rapports périodiques pour examen au comité des Experts de l'Union Africaine lors de sa dernière session de mai 2017 tenue à Maseru au Lesotho avec la participation de la Société Civile.

Au niveau national, environ 175 635 enfants de moins de 5 ans soit 87.6 pour cent des enfants ciblés ont bénéficié du traitement de la malnutrition aiguë sévère. Le bureau a appuyé le lancement en novembre 2017 de la plateforme de contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant dans les écoles. Cette plateforme sera mise en place avec un opérateur de téléphonie mobile. Grâce à cet outil, les parents d'élèves pourront effectuer un suivi de la présence des enseignants en classe et faire remonter immédiatement l'information aux autorités. Ceci permettra de faire baisser le taux d'absentéisme, d'améliorer l'enseignement et d'économiser les fonds publics.

Les acteurs humanitaires qui interviennent dans la région du Lac sont confrontés à la problématique de la salinité élevée des eaux souterraines. A cet effet, l'UNICEF et ses partenaires humanitaires, a contribué à une étude exhaustive sur la cartographie de la salinité des eaux souterraines dont les résultats ont permis d'élaborer un plan d'actions de plaidoyer pour l'approvisionnement en eau des populations vivant dans la zone du Lac.

L'amélioration de la qualité de l'éducation demeure un défi programmatique important même si le programme a signé des accords de partenariat avec les organisations de la société civile afin de mettre en œuvre des activités éducatives de proximité. Ainsi, la Fédération Nationale des Associations des Parents d'Elèves a été mise à contribution pour la mise en œuvre des activités génératrices des revenus dans 16 communautés. Des activités de sensibilisation de proximité pour la scolarisation et le maintien des filles à l'école ont été menées conjointement avec les services déconcentrés du Ministère de l'Education Nationale et des ONGs. Un projet pilote a été mis en œuvre pour la rénovation des écoles coraniques au Lac et un recensement des écoles coraniques dans cette région a permis d'identifier 7,351 enfants mouhadjirines encadrés par 779 maitres coraniques dans 127 écoles.

L'éducation préscolaire reste encore faible et touche seulement une petite partie de la population concernée avec des fortes disparités régionales. En effet, selon l'état des lieux du préscolaire, 1.73 pour cent des enfants âgés de 3 à 5 ans ont accès à ce type d'éducation et plus de 37 pour cent des centres d'encadrement de la petite enfance sont à N'Djamena.

Enfin, de tous les résultats obtenus dans les domaines susmentionnés, les organisations humanitaires et du développement, ont reposé leurs actions sur de nombreux partenariats avec les organisations internationales bi et multilatérales. Ces partenariats ont notamment contribué à promouvoir l'éducation, la protection et l'engagement des jeunes dans les questions les concernant.

## Equity In Practice

Les effets et produits des CPD 2012-2016 et 2017-2021 sont formulés en tenant compte de la gestion axée sur les résultats, l'approche genre et l'équité. Les interventions du programme ont ciblé les enfants les plus défavorisés et le renforcement des systèmes nationaux d'information. L'investissement du programme de pays dans la désagrégation des données par sexe et par âge est crucial pour renseigner les indicateurs des résultats et promouvoir l'équité. Par ailleurs, l'analyse de la situation des enfants et des femmes au Tchad réalisée en 2016 a été faite selon l'approche basée sur les droits humains, la gestion axée sur les résultats et l'équité. Les données et informations issues de cette analyse ont été utilisées dans le Plan National de Développement 2017-2021.

## Humanitarian Assistance

En 2017, le bureau a continué d'apporter une réponse humanitaire en faveur des personnes affectées par les différentes crises, notamment les mouvements de populations, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les urgences sanitaires (Hépatite E, cholera). Les principaux résultats obtenus se résument comme suit :

- 166 800 enfants dans les zones de déplacement ont bénéficié de services de prise en charge de la malnutrition ainsi que 2700 enfants soit 45.4 pour cent atteints de malnutrition aiguë sévère suite à la déclaration de la crise alimentaire dans la région de la Tandjile en juillet 2017
- 42 000 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été vaccinés contre la rougeole

- 114 500 personnes dans les zones de déplacement ont eu accès à l'eau potable et à des services d'assainissement de base ainsi que 38 000 personnes souffrant d'hépatite E dans la région du Salamat et 1 250 personnes et leurs communautés souffrant de choléra dans les régions de Sila et du Salamat , couplées à des campagnes de mobilisation sociale et de communication.
- 19,400 enfants déplacés ont bénéficié d'appui psychosocial dans les Espaces Amis d'Enfants ;
- 16 191 femmes enceintes et allaitantes ont reçu des prestations en Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME).
- 500 personnes victimes d'inondations à Dourbali et 1850 déplacés dans la région du Lac ont reçu des articles ménagers essentiels
- 65 pour cent des enfants en situation d'urgence ont eu accès à une éducation inclusive de qualité (110 248 enfants dont 44,912 filles).
- en décembre 2017, la distribution de manuels scolaires, qui va durer jusqu'en janvier 2018, avait déjà couvert 60 pour cent des enfants de la région du Lac Tchad (soit 91 588 manuels pour 40 794 enfants);
- 100 pour cent des enfants de la région du Lac et 65 pour cent des enfants dans les autres zones d'urgence (soit un total de 110 248 enfants au total) ont reçu des fournitures scolaires, et 42 471 enfants ont reçu des matériels ludiques
- 100 pour cent des enseignants des écoles des zones des déplacés ont des connaissances accrues en appui psychosocial et en cartographie des risques, dangers et catastrophe dans les écoles,
- 110 espaces temporaires d'apprentissage, 67 salles de classe en matériaux durables, 36 latrines séparées et 5 points d'eaux, 8 blocs administratifs, 6 terrains de sport avec éclairage solaire ont été construites
- La totalité des 181 écoles ciblées dans la région du Lac disposent des plans de préparation et de réponse aux urgences.
- 238 membres des Associations des Parents d'Elèves (APEs) dont 117 femmes de 17 écoles ont mis en œuvre des activités génératrices de revenus (vente de farine de blé, beignets, condiments, la charge batterie et le ciné-club) qui leur ont permis de soutenir certaines activités scolaires.

Par ailleurs, le bureau a joué un rôle actif dans l'élaboration du plan national de contingence multirisque qui a été adopté en octobre 2017. Ce plan contient des mécanismes de préparation et de réponse à des crises identifiées conjointement avec les structures gouvernementales, les Agences du Système des Nations Unies et les partenaires non gouvernementaux.

Le bureau a contribué à l'élaboration de la stratégie inter agences de Redevabilité envers les Populations Affectées qui a été adoptée par l'Equipe Humanitaire Pays en 2017. Il a également contribué avec l'OIM, le PAM, le HCR à l'opération de profilage des réfugiés centrafricains et des retournés tchadiens de la Centrafrique vivant dans le sud du Tchad. Les résultats de cette

opération permettront de mieux aligner la réponse humanitaire sur les besoins de ces derniers et de trouver des stratégies de sortie allant de l'humanitaire vers le développement.

## Strategic Plan 2018-2021

Le Plan Stratégique 2018-2021 sera suivi et mis en œuvre à travers les plans de monitoring de l'UNICEF qui sont alignés aux plans de travail de l'UNDAF 2017-2021. Ces plans intégreront en plus des activités habituelles d'autres activités qui concourent notamment aux résultats concernant les domaines de résultat: 1 (Développement de la petite enfance et la Santé des adolescents et nutrition ; 4 (les Enfants en milieu urbain et la durabilité environnementale) et 5 (l'Autonomisation des adolescents, les Rôles et pratiques discriminatoires en matière de genre et les Enfants handicapés).

En termes de l'action humanitaire, le Bureau se focalisera sur les points suivants:

- Fourniture d'une réponse humanitaire plus rapide, plus efficace et à plus grande échelle conforme aux CCC
- l'augmentation de la portée et de la qualité de l'aide humanitaire, y compris les impacts sexo-spécifiques et centré sur la protection
- Engagement communautaire et responsabilité envers les personnes et les communautés touchées
- Programmes améliorés axés sur les risques, y compris les investissements dans les principales mesures de préparation, les évaluations des risques nationaux et infranationaux
- Évaluation coordonnée des besoins et stratégies d'intervention humanitaire inter-institutions.

En matière de suivi et évaluation, le bureau poursuivra son appui au renforcement des systèmes d'information afin de produire des données de qualité, désagrégées et à temps. Il est important dans la mise en œuvre et le suivi du SP de tenir compte des éléments suivants :

- Résultats de genre et égalité des sexes intégrés dans chacun des cinq domaines de résultats.
- Accent mis sur les rôles et les pratiques discriminatoires en matière de genre,
- Intégration de l'analyse comparative entre les sexes dans la conception et l'exécution des programmes
- Les résultats et les stratégies en matière d'égalité des sexes et genre sont précisés dans le Plan d'action pour l'égalité des sexes, 2018-2021.

## Emerging Areas of Importance

(1) Accélération du développement intégré de la petite enfance (ECD) : L'éducation préscolaire au Tchad reste encore faible et touche seulement une petite partie de la population concernée avec des fortes disparités. En effet, selon l'état des lieux du préscolaire, seulement 1.73 pour

cent des enfants âgés de 3 à 5 ans ont accès à ce type d'éducation et plus de 37 pour cent des centres d'encadrement de la petite enfance sont à N'Djamena. Il convient de noter qu'il existe quatre (4) catégories de Centres d'Encadrement de la petite Enfance au Tchad : (i) les Jardins d'enfants : ils sont publics avec un personnel payé par l'Etat ; (ii) les Garderies Communautaires : elles relèvent, plutôt, de la communauté et la prise en charge des éducatrices est assurée par les parents des enfants (iii) les centres maternels privés et (iv) les centres maternels religieux créés, financés et gérés par des structures religieuses. Au cours de l'année 2017, grâce à l'assistance de l'UNICEF, un total de 2595 enfants dont 1 244 filles dans la totalité des 12 centres préscolaires de la ville de N'Djaména ont reçu du mobilier et des kits pour la petite enfance.

(2) Le changement climatique et les enfants: Dans l'optique de contribuer à la réduction des effets du changement climatique et à la protection de l'environnement, le bureau de pays a poursuivi l'appui à la mise à échelle des réfrigérateurs solaires. Le taux de couverture adéquate en réfrigérateurs solaires est de 29 pour cent et 133 nouveaux réfrigérateurs solaires sont en cours d'installation dans 11 districts de la région du Lac Tchad avec l'appui de la fondation Bill and Melinda Gate.

(3) Les enfants réfugiés et migrants: 13166 garçons et filles réfugiés ont bénéficié d'un soutien psychosocial à travers les Espaces Amis des Enfants et 1313 Enfants Non Accompagnés et séparés ont eu accès à une prise en charge alternative. En collaboration avec l'OIM, des acteurs nationaux ont eu des connaissances accrues sur la question de mobilité des enfants.

## Summary Notes and Acronyms

AN - Assemblée Nationale  
APE – Association des parents d'élèves  
BOS - Business Operations Strategy  
BCP - Business Continuity Plan  
CAP – Connaissance Attitude Pratique  
CCC - Core Commitments for Children  
C4D - Communication Pour le Développement  
CDE - Convention relative aux Droits de l'Enfant  
CERF - Central Emergency Response Fund  
CMT - Country Management Team  
CSD - Child Survival and Development  
COOPI - Associazione Cooperazione Internazionale  
DaO - Delivering as One  
EAC - Educate a Child  
ECD - Accelerate integrated Early Childhood Development  
CDE - Convention relative aux Droits de l'Enfant  
CEDEF - Convention pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes  
ECM – Entreprise Contente Management  
ECHO - European Community Humanitarian Office  
EDST - Enquête Démographique et de Santé au Tchad  
e-TME - Elimination Transmission Mère Enfant  
FOSAP - Fonds de soutien aux activités de population  
GAVI - Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination  
GFATM - Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria

GPE Global - Partnership for Education  
GSSC Global - Shared Services Centre  
GWC - Global WASH Cluster  
HRBA - Human Rights Based Approach  
HACT - Approche Harmonisée de Remise d'Espèces aux Partenaires d'Exécution  
ICT - Information Communication and Technology  
IT - Information Technology  
JRC - Junior Reporters Club  
LTA - Long Term Agreement  
MAS - Malnutrition aiguë sévère  
MGF/E - Mutilation Génitale Féminine/Excision  
MICS - Enquête par grappe à Indicateurs Multiples  
MOUs - Memorandum d'Entente  
MPR - Médiation Patrimoniale par Récurrence  
MSP - Ministère de la Santé Publique  
EDST - Enquête Démographique et de Santé au Tchad  
MJ - Ministère de la Justice  
MOSS - Minimum Operating Security Standard  
MSP - Ministère de la Santé Publique  
NatComs - National Committees  
ODD - Objectifs du Développement Durable  
OR - Other Resources  
ORE - Other Resources Emergency  
PCA - Accord de coopération au titre d'un programme  
PNG - Politique Nationale Genre  
PREBAT – Projet de Revitalisation de l'Education de Base au Tchad  
PTA - Plan de Travail Annuel  
PTF - Partenaires Techniques et Financiers  
PTME - Protection contre la Transmission Mère Enfant  
UE - Union Européenne  
UNCG - United States Communication Group  
UNDAF - Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement  
PTN - Pratiques Traditionnelles Néfastes  
RCA - République Centrafricaine  
SECADEV – Secours Catholique pour le développement  
TA – Travel Autorisation  
ToA – Table of Authority  
UNT - Unité Nutritionnelle Thérapeutique  
USAID - United States Agency for International Development  
VBG - Violence Basée sur le Genre  
VIH/SIDA - Virus Immunodéficience Humaine / Syndrome Immunodéficience Acquise  
WASH - Water and Sanitation and Hygiene  
UNDSS - United States Departement of Safety and Security

## Capacity Development

Dans le cadre de PREBAT, 1600 salles de classe ont été réalisées entre 2014 et 2017, et pour le renforcement de capacités, 100% des membres des Associations des Parents d'Elèves de ces écoles (soit 570 membres des comités d'entretien des salles de classe) ont été formés en technique d'entretien et maintien des salles de classe. Cette formation a permis de renforcer leurs capacités en technique d'entretien des salles de classe mais aussi à l'appropriation des

ouvrages. 37 salles de classe ont été construites par les communautés dans le Guéra et le Sila avec l'accompagnement technique des ONGs. Par ailleurs, 148 membres des associations des parents d'élèves de 74 écoles sont formés sur la cartographie des risques et dangers dans les écoles permettant d'élaborer en collaboration avec les enseignants, les élèves et les comités de protection communautaire des plans de préparation de réponse aux urgences.

Le bureau a appuyé le renforcement des capacités en communication et mobilisation sociale d'environ 900 relais et mobilisateurs communautaires autour du paquet intégré de 8 Pratiques Familiales Essentielles au quel a été ajouté la communication sur les pratiques néfastes (le mariage des enfants, mutilations génitales féminines, la scolarisation des filles, l'enregistrement des naissances). Une série d'initiatives spécifiques pour la participation des jeunes a par ailleurs permis de renforcer les connaissances et capacités d'engagement au niveau national et communautaire de 3802 jeunes pour influencer les débats et décisions affectant leur vie et la réalisation de leurs droits.

Le bureau a engagé des discussions avec les partenaires micro évalué en 2017 pour identifier les domaines de renforcement de capacités. Il a également renforcé les capacités en planification des membres des comités régionaux d'Action des régions du Guera et du Salamat et les conseillers municipaux des mairies de Mongo et d'Am-timan dans le cadre de leurs Plans de Développement.

## **Evidence Generation, Policy Dialogue and Advocacy**

Sur la base des leçons tirées de la mise en œuvre du projet portant sur la promotion de l'état civil dans la région du Batha, une évaluation/analyse globale du système d'état civil au Tchad a été réalisée en 2017 dont les recommandations ont été traduites en plan d'action 2017-2022 qui sert de base pour la mobilisation des ressources en vue de consolider les acquis en matière d'état civil. Par ailleurs dans le cadre du Groupe Thématique Genre et Droits Humains, l'UNICEF en collaboration avec les autres agences du système des Nations Unies a accompagné le Gouvernement pour la soumission du rapport initial sur la Charte Africaine sur les Droits et le Bien Etre de l'Enfant couplé avec ses rapports périodiques. Ces rapports ont été présentés au comité des Experts de l'Union Africaine lors de sa dernière session tenue à Maseru au Lesotho. Les observations finales issues de cette session seront utilisées pour le plaidoyer en faveur des Droits de l'Enfant au Tchad.

Le bureau a contribué à l'élaboration de la stratégie de plaidoyer et de communication 2017-2021 dont le deuxième pilier est la promotion des ODD. Afin de contribuer à la réalisation de cet objectif, l'UNICEF a noué un partenariat avec l'organisation de jeunes « Génération ABCD », qui a organisé un concours dans les différentes écoles de N'Djamena pour sensibiliser le public sur les ODDs.

Les enquêtes CAP réalisées cette année sur la scolarisation des filles, les violences basées sur le genre, le mariage des enfants et la santé reproductive des adolescentes visent à favoriser le développement des interventions de communication pour le changement de comportement, notamment les normes sociales discriminatoires sur le genre.

Le bureau promeut la défense des droits de l'enfant à travers les nouvelles technologies, notamment U-Report, Digital Mapping, Youtubers et blogueurs.

## **Partnerships**

Grâce au partenariat avec Tigo, l'UNICEF a accompagné le Ministère de l'Éducation pour la mise en place de la première cohorte d'un nouveau corps enseignant contractuel, en assurant notamment le paiement mensuel des subsides de 327 enseignants contractuels du Lac, une zone affectée par la crise Nigeria +. Ceci a permis de s'assurer que les indemnités des enseignants arrivent à temps. Ce partenariat sera renforcé pour un nombre plus important d'enseignants dans le cadre de projets en cours, ou de futurs projets comme avec le Partenariat Mondial pour l'Éducation. Des messages radios ont été produits en partenariat avec les ONGs et ont servi aux campagnes de sensibilisation sur l'importance de la scolarisation des enfants et des filles en particulier.

Le bureau a signé un accord de partenariat avec Label 109, une ONG locale pour numériser les supports de cours destinés à 1000 élèves de niveau 3ème de la ville de N'Djaména.

La mobilisation de 6 Ministres, plus de 50 députés et environ 150 enfants a abouti à l'organisation, d'une session spéciale sur les droits de l'enfant. Les visites de terrain des membres de l'Assemblée Nationale dans 8 régions a permis de sensibiliser plus de 600 dirigeants clés et 60 enfants ambassadeurs et de créer huit comités de surveillance des droits de l'enfant. L'établissement d'un réseau d'artistes et d'influenceurs au niveau national, comprenant 17 membres, a contribué à accroître la sensibilisation du public sur les droits des enfants, notamment l'accès à l'éducation, la lutte contre les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants.

Le partenariat dans le cadre du programme d'appui à la bonne gouvernance impliquant la Délégation de l'Union Européenne, le Gouvernement, les Acteurs Non Etatiques et le Système des Nations Unies et des Organisations de la Société Civile a permis de faire avancer l'agenda des Droits.

## External Communication and Public Advocacy

Le bureau a participé à plusieurs initiatives de plaidoyer public y compris #EarlyMomentMatters, #ChildrenUprooted, et #WCD avec l'organisation d'un #KidsTakeOver à l'Assemblée Nationale.

5 missions de haut niveau ont été organisées: Muzoon Almellahan (GWA), NatCom espagnol (2) Youtubeuse française Lola Dubini (#SOWC), et une mission à Bruxelles - sommet UA/UE (#AfricanYouthVoices).

Medias nationaux: 4 missions organisées : Logone (20+ produits médias diffusés), Lac Tchad (26+ produits médias), mission RFI au Kanem - Fonds Français Muskoka, et 1 mission au Lac d'UNCG.

Medias internationaux : Visites de terrain pour The New-Yorker, AFP, RFI, THOMSON REUTERS, TV.MOVISTAR, El Pais, El Mundo, La Vanguardia, El Semanal XL et RNE, rehaussant le profil du Tchad au niveau mondial.

Réseaux sociaux : +10.000 nouveaux followers et 11.000 nouveaux « likes » sur Facebook. Twitter a enregistré +5.250 followers - audience d'abonnés est en moyenne de 7.165 personnes/mois, 90.000 personnes/an.

La synergie créée entre la communication, le plaidoyer et la C4D a facilité la mutualisation des outils et plateformes au bénéfice d'une communication plus cohérente et réactive soutenant la participation des jeunes, femmes et leaders communautaires comme acteurs de changement



social. Les partenariats avec des réseaux de leaders religieux, traditionnels et femmes, ainsi que l'intégration des jeunes eux-mêmes dans les interventions menées par les partenaires ont décuplé la mobilisation au niveau des régions pour la promotion des Pratiques familiales essentielles et le changement des normes sociales/lutte contre les pratiques néfastes. Plus de 550.000 jeunes ont été atteints par les activités de sensibilisation, formation et engagement dans 16 régions.

### **South-South Cooperation and Triangular Cooperation**

Dans le cadre du lancement du projet « Amélioration de la qualité des dépenses publiques d'éducation au Tchad par un contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant dans les écoles » une délégation de six cadres des ministères de l'éducation nationale et du ministère des finances a effectué du 20 au 28 novembre 2017 une visite d'échanges d'expérience au Burkina Faso pour s'imprégner de leur expérience en matière de contrôle citoyen de la dépense publique. Cette mission a été appuyée techniquement et financièrement par le bureau. Il ressort de la visite d'échanges que :

- Le contrôle citoyen est le soubassement du respect des engagements des gouvernants et nécessite des engagements financiers et humains conséquents
- L'implication des organisations de la société civile est essentielle pour la réussite de l'approche contrôle citoyen
- L'approche contrôle citoyen permet d'améliorer le civisme fiscal et la redevabilité des acteurs publics.

Les leçons tirées de ce voyage permettront d'améliorer la structuration du projet « Amélioration de la qualité des dépenses publiques d'éducation au Tchad par un contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant dans les écoles » et notamment la programmation des activités à mettre en œuvre et leur séquence de réalisation.

Le bureau a appuyé le bureau UNICEF RCA pour l'installation du système d'énergie solaire.

### **Identification Promotion of Innovation**

Le bureau a appuyé le Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs et le Ministère de la Culture, et les partenaires de la société civile (l'Association WenakLabs, le Réseau des Maisons de Quartier et des Jeunes) dans la promotion et l'accès des jeunes aux plateformes numériques.

U-Report a été mis à l'échelle dans 16 régions du Tchad. La stratégie globale de U-Report a été revue, notamment en termes de suivi-évaluation et la clarification du rôle et responsabilités de chaque partenaire. Le recrutement des U-Reporters sur la plateforme est passé de 3.000 fin juillet à plus de 18.000 fin octobre 2017, soit un accroissement de 600 pour cent en 3 mois à travers notamment l'établissement de plus de 100 sous-clubs U-Report animés par 2.624 membres à travers 16 régions du Tchad.

Le bureau a appuyé le lancement en novembre 2017 de la plateforme de contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant dans les écoles. Cette plateforme sera mise en place avec un opérateur de téléphonie mobile. Grâce à cet outil, les parents d'élèves pourront effectuer un

suivi de la présence des enseignants en classe et faire remonter immédiatement l'information aux autorités. Ceci permettra de faire baisser le taux d'absentéisme, d'améliorer l'enseignement et d'économiser les fonds publics.

### **Support to Integration and cross-sectoral linkages**

Les stratégies de renforcement des capacités en communication et mobilisation sociale recentré sur le paquet PFE, mariage des enfants, mutilations génitales féminines, scolarisation des filles et enregistrement des naissances ont favorisé la synergie des actions entre communication, éducation, protection et santé. Par ailleurs, la mise en œuvre de la stratégie d'engagement des jeunes a reposé sur une approche intersectorielle visant à la participation multiforme des jeunes comme acteurs incontournables du changement social et l'amélioration des conditions de survie et développement des enfants, plus particulièrement sur les thématiques d'éducation des enfants et des filles, de mariage des enfants, de l'amélioration des conditions sanitaires et de santé. Dans ce cadre, des initiatives comme les « change-makers » ont démontré l'importance d'une approche intégrée permettant d'apporter un appui complet dans la réalisation des projets d'action communautaires intégrant par exemple sensibilisation sur l'hygiène et amélioration des structures d'eau et d'assainissement, ou encore sensibilisation pour la scolarisation et appui au retour à l'école.

Pour répondre efficacement à la crise au Nigeria, le Programme Protection de l'Enfant a travaillé en collaboration avec l'éducation aux fins de mettre en place un mécanisme efficace de prise en charge psychosociale en faveur des enfants affectés par les conflits. C'est ainsi que le processus de mise en place des espaces amis de l'enfant et des mécanismes communautaires de protection de l'enfant s'est poursuivi ont continué en collaboration avec la Section Education. Par ailleurs l'organisation d'un atelier bilan et de planification en matière de lutte contre le mariage de l'enfant a permis de créer une plateforme de collaboration entre l'ensemble des acteurs à savoir le système des Nations Unies, le Gouvernement et la société civile y compris l'Association des Autorités coutumières et traditionnelles du Tchad.

### **Service Delivery**

Suite au renforcement des capacités des services d'application de la loi, plus de 148 enfants ont bénéficié des services de d'accompagnement psychosocial et de prise en charge transitoire au sein de la sous-direction de la police nationale chargée de la Protection des mineurs des mœurs et du genre. Par ailleurs 33,000 naissances ont été enregistrées de façon tardive dans la région du Batha.

Actuellement plusieurs structures sanitaires des 11 régions de la bande Sahélienne offrent des services de traitement de la malnutrition aiguë. Environ 175 635 enfants de moins de 5 ans ont bénéficié du traitement de la malnutrition aiguë sévère. Durant cette période, 80 pour cent des enfants MAS ciblés en 2017 ont eu accès aux services de prise en charge nutritionnelle.

En 2017, 139,364 personnes ont nouvellement eu accès à l'eau potable à travers la construction et/ou la réhabilitation de 345 points d'eau et 181,141 personnes ont eu accès à des services d'assainissement.

L'atteinte des résultats susmentionnés est basée sur un dispositif dont la clef de voute est le système rigoureux mis en place de suivi et contrôle des intrants nutritionnels, les approches des coopératives de maintenance des points d'eau, les comités parentaux de gestion des infrastructures scolaires. En d'autres termes, un développement systémique des capacités clés

des débiteurs d'obligation pour une offre efficace et équitable des services en adéquation avec la demande des détenteurs de droits.

## **Human Rights-Based Approach to Cooperation**

Le rapport initial de la Charte africaine pour les Droits et le Bien-être de l'enfant et tous ses rapports périodiques dus combinés dans un document unique ont été soumis pour examen à la session de mai 2017 à Maseru au Lesotho avec la participation de la Société Civile qui avait bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF en plus de Gouvernement.

Les trois derniers rapports périodiques de la convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) ont été validés en 2017 et n'ont pas encore été soumis au comité des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant.

Sur la base du protocole relatif au transfert des enfants associés aux groupes armés, un plaidoyer a été mené pour la prise en charge transitoire, la recherche et la réunification des enfants associés aux groupes armés suite à la crise du Nigeria+. Grâce à ce plaidoyer, 104 enfants associés au groupe Boko Haram ont été pris en charge de façon transitoire en 2016-2017 et réunifiés avec leurs familles au Tchad, au Nigeria et au Niger.

Le Plan de travail 2017 de l'effet 6 de l'UNDAF 2017-2021 portant sur la gouvernance a deux produits qui portent sur le renforcement des capacités des structures publiques, des organisations de la société civile et les médias pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, le dialogue politique et la participation citoyenne.

## **Gender Equality**

La nouvelle approche de « programmation genre » implique l'appui à la mise en œuvre du Plan d'Action sur l'égalité des sexes sur la base des quatre priorités clés que sont : (i) la santé des adolescents/es sensible au genre, (ii) l'éducation secondaire des filles, (iii) l'abandon du mariage d'enfants et (iv) la lutte contre les violences basées sur le genre en situation d'urgence. C'est dans ce cadre que le Bureau du Tchad a mis un accent particulier sur le plaidoyer pour l'adoption de la Politique Nationale Genre (PNG) et sa Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre. La mise en place d'un dispositif consistant pour la lutte contre les GBV reste un défi majeur. Il n'existe pas un paquet de réponse globale comme base d'intervention conjointe. Le bureau a initié en 2017 une étude sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) sur le genre ciblant les 4 thématiques prioritaires de l'UNICEF afin de mieux appréhender les dynamiques et déterminants socio-culturels, politiques, juridiques et institutionnels sous-tendant et préservant les perceptions et pratiques discriminatoires et inégalitaires en matière de scolarisation des filles, violences basées sur le genre, mariage des enfants et santé reproductive des adolescentes. Les résultats de l'étude permettront d'informer le développement des programmes et interventions de communication pour le changement de comportement à travers notamment l'identification des participants clés, sphères d'influence et réseaux de communication.

Les comités de protection de l'Enfant ont réalisé 45 séances de causeries éducatives/dialogues communautaires à l'endroit des leaders traditionnels, religieux, notables, jeunes, membres des associations féminines sur les risques du mariage d'enfants.

## **Environmental Sustainability**

Les acteurs humanitaires qui interviennent dans la région du Lac sont confrontés à la problématique de la salinité élevée des eaux souterraines de cette région. A cet effet, l'UNICEF au côté de ses partenaires humanitaires, a contribué à une étude exhaustive sur la cartographie de la salinité des eaux souterraines dont les résultats ont permis d'élaborer un plan d'actions de plaidoyer pour l'approvisionnement en eau des populations vivant dans la zone du Lac. Une étude similaire est en cours dans la région du Batha avec le programme Master HydroSIG de l'Université de N'Djamena pour mieux orienter le choix des sites favorables aux ouvrages de captage d'eau douce. Avec le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement, l'UNICEF est en train de réaliser une étude sur la potentialité des barrages de sables comme mesure d'atténuation de la baisse de la pluviométrie dans 5 régions du pays. Les résultats de cette étude permettront de réaliser des projets pilotes en vue de proposer des solutions adaptées aux effets du changement climatique dans ces régions.

## Effective Leadership

Le bureau a maintenu une régularité des réunions du CMT (au total 14 réunions de CMT tenues sur 12 planifiées) pour formuler des recommandations dans le suivi des indicateurs clés de gestion dans Insight ( DCT, rapports aux donateurs, Grants expirants, Mobilisation des ressources financières, ressources humaines, Supply) ainsi que le suivi des recommandations et les mesures de pérennisation des actions de l'audit .Dans le domaine du Supply, les chefs des sections sont appelés à effectuer mensuellement ou tous les deux mois des visites des entrepôts pour déceler les anomalies et les corriger à temps ; cet aspect est inséré dans leur plan de travail comme indicateur de performance.

Des actions ont été prises pour améliorer la gestion des risques du bureau à travers une intégration dans le plan de gestion de risques (ERM) qui est annexé au plan annuel de gestion et suivi régulièrement par le CMT. Des analyses de niveau des risques sont faites régulièrement pour éventuellement mitiger certains risques résiduels comme notamment celle de la gestion de transfert de fonds aux partenaires qui était faible au départ mais a été revu à la hausse du fait de l'aggravation de la situation des finances publiques du pays.

## Financial Resources Management

La gestion des ressources financières a fait l'objet d'analyse lors de la revue de gestion 2017 pour ressortir les risques y afférents. Les recommandations formulées ont été consignées dans le plan ERM 2017.

Le CMT a fait de la gestion financière une des priorités régulièrement suivies lors des réunions de management. Un mécanisme de vérification des allocations de fonds suivant les proposals est instauré. Le « Partnerships Unit » veille au respect des répartitions des fonds. Des tableaux de bord sont développés pour un meilleur suivi par section.

Le bureau a préparé un budget global de fonctionnement incluant les bureaux de zone pour assurer la maîtrise des coûts et une meilleure visibilité des dépenses.

Une « task force » fut constitué pour la certification des open TAs en vue d'améliorer les indicateurs de gestion.

Le bureau a entrepris des investissements dans le solaire pour réduire sa consommation d'électricité afin de dégager des économies.

Suite à l'audit, le bureau a revu ses procédures financières pour se conformer aux règles de l'Organisation. Ainsi la ToA, les comités statutaires, les processus de travail ont été revus pour corriger les insuffisances relevées. Les recommandations de l'audit ont été clôturées.

La comptabilité est tenue selon les normes, les réconciliations bancaires sont régulièrement faites et approuvées à temps. Une analyse régulière des comptes est faite et les liquidations DCTs sont efficacement suivies dans les réunions de Programme. La migration à eZHACT a été bien faite et toutes les transactions DCT sont enregistrées dans ce nouveau système.

Les indicateurs se présentent comme suit : 15% 6-9 mois et 8.10% de plus de 9 mois de DCT au 31/12/17, 98% de RR, 99% de OR et 99% de ORE. Cette situation pour les DCT est due à la migration tardive des DCT vers eZHACT.

## **Fundraising and Donor Relations**

Le plaidoyer fondé sur les preuves et la gestion efficace des relations avec les bailleurs de fonds a permis au bureau d'atteindre 70 pour cent de la cible des ressources financières ORR pour soutenir la mise en œuvre du programme de pays. Le bureau a reçu au total US\$ 95.118.938 (dont RR : US\$ 18.992.147, ORR : US\$ 41.971.769, ORE : US\$ 34.155.021)

Au cours de cette année, le bureau a reçu des financements de 13 partenaires et 69 propositions de financement ont été élaborées dont 40 financées (58 pour cent). Les principaux bailleurs de fonds sont: (1) pour le développement : le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM), GAVI, Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF), Education Cannot Wait (ECW); (2) pour l'action humanitaire: ECHO, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), Japon, USAID/PRM, SIDA, le Danemark, la Norvège et l'Italie. Le bureau a aussi bénéficié des fonds thématiques réguliers et humanitaires.

L'établissement d'un processus de travail ainsi que les différents outils tels que le donor checking tool partagé de manière hebdomadaire avec le Management et le mail de situation des rapports aux donateurs envoyé chaque semaine aux Chefs de Section, permettent de suivre la qualité et la situation des rapports aux donateurs. Les réunions du programme et du CMT visent également à assurer le respect des dates butoirs internes. Sur les 67 rapports dus dans le système Vision à la fin Décembre 2017, 64 (96 pour cent) ont été soumis à temps.

Dans le but d'améliorer la qualité du rapportage et de s'assurer que la soumission des rapports est maintenue selon les standards, plusieurs sessions de formation en collaboration avec le bureau de PPD à Bruxelles seront organisées au premier trimestre 2018.

## **Evaluation and Research**

Le bureau a élaboré en 2017 en étroite collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, un plan intégré de suivi évaluation (PISE) annuel tiré du PISE de l'UNDAF. Le PISE annuel qui a été réalisé à 72 pour cent, est décliné en tranches trimestrielles dans le cadre des différentes revues du programme.

Le bureau a amorcé le renforcement de la fonction évaluation pour combler progressivement le déficit en expertise nationale, notamment par le support technique du nouveau Réseau Tchadien de suivi-évaluation dont un membre a participé à la conférence de l'AFReA à Kampala sur financement de l'UNICEF.

En perspective, le Bureau est en train de développer en collaboration avec le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement (MEPD) des TDRs pour l'évaluation de l'état de des lieux de la fonction évaluation au Tchad en vue des journées nationales de l'évaluation en 2018.

## Efficiency Gains and Cost Savings

Dans le cadre de la réduction des dépenses de fonctionnement, le bureau a développé la stratégie de collaboration avec les autres Agences du Système des Nations Unies pour partager en commun les espaces de travail des bureaux de N'Djamena, Abéché et Bol en cours d'installation qui remplace celui de Mao. Il est à noter que le terrain abritant les bureaux de Bol et les magasins de stockage des intrants de programme a été donné gracieusement par la Mairie de cette ville et contribue dans la même stratégie à réduire les coûts d'investissement.

De ce qui précède et suivant les différents MoU signés avec ONUSIDA, OCHA et OMS, le bureau réalisé un gain de US\$ 83,403 pour les dépenses de fonctionnement au titre de l'année 2017. Le MoU signé avec UNDP pour le nouveau bureau de Bol va permettre une économie de US\$ 28,000 pour les dépenses d'investissements et à partir de 2018 une réduction de 26% des dépenses de fonctionnement.

## Supply Management

En 2017, un Supply Plan qui prévoyait une dépense globale de US \$ 23, 497,508 pour la commande de biens, a été préparé et mis en œuvre avec une réalisation de US\$ 26, 592,833 soit un taux d'exécution de 118 pour cent, repartit en intrants programme US\$ 16,025,151, équipements des Opérations US\$1,141,079, et services pour la mise en œuvre du programme pour US\$ 9,426,603 dont US\$ 3,046,602 des services relèvent des travaux de construction.

Table 1. Total Value Supplies and Services Received

	Supplies	Services	Construction
<b>Programmatic</b>	16,025,151	8,991,126	3,046,602
<b>Operational</b>	1,141,079	435,477	-

Table 2. **Total Value Construction Projects by Programme**

<b>Education</b>	2,950,997
<b>Protection</b>	95,605

L'UNICEF a appuyé GAVI pour des services d'achats pour US\$ 2,064,973 et activement participé au processus BOS pour la mise en place de service commun à toutes les agences UN au Tchad.

Les assistants de programmes et les chefs des sections effectuent régulièrement des visites des entrepôts pour déceler les anomalies et les corriger à temps. Des Logistic weekly report indiquant les stocks par programmes et entrepôts ainsi que l'âge des stocks, sont régulièrement partagés à l'ensemble du personnel. L'unité Supply a appuyé également le renforcement de la chaîne d'approvisionnement à travers le maintien de la qualité de gestion des stocks et des entrepôts dans les bureaux de zone. Les indicateurs supply sont présentés aux réunions de Programme, Opérations et CMT ; ceci a permis d'améliorer les performances du bureau en termes d'approvisionnement et de gestion des stocks.

L'analyse de performance des stocks indique un « inventory turnover » de 5,5 tours par an, ce qui signifie qu'il fallait environ 136 jours (4,5 mois) pour que les supplies soient consommés. Cet écart entre le moment où les supplies sont stockés dans l'entrepôt jusqu'à leur consommation montre que les programmes commandent les biens à l'avance par rapport au plan de distribution prévu.

La valeur actuelle de l'inventaire est US\$ 2,655,647 et la valeur totale du stock distribué en 2017 était US\$ 11,079,800.

Par rapport aux opérations logistiques, la réponse à la crise nutritionnelle dans les différentes régions a été une activité dominante traduite par un volume de 4.150 tonnes pour un total d'US \$ 10, 414,334 de biens distribués aux partenaires en faveur de 141.265 enfants admis pour des soins thérapeutiques et nutritionnels.

## **Security for Staff and Premises**

En 2017, la situation sécuritaire a été marquée par les menaces de manifestation, la criminalité et les catastrophes naturelles. Contrairement à 2016, les menaces d'attaques terroristes ont baissé d'intensité dans les grandes villes du Tchad à l'exception de la Région du Lac où la secte Boko Haram demeure toujours active à travers les attaques de type kamikaze, les attaques des positions des Forces de défense et de sécurité et la pose d'IED. L'état d'urgence a été reconduit dans cette région par l'instauration de couvre-feu et l'interdiction des réunions et de réjouissance populaire.

La poursuite de la crise économique et financière a entraîné des violentes manifestations et des grèves intempestives durant lesquelles le personnel de l'UNICEF et des autres agences du Système des Nations Unies a été victime indirectement. Cette situation a paralysé le fonctionnement des services publics, notamment des structures sanitaires et éducatives.

Face à ces menaces, des mesures de prévention et de mitigation ont été prises afin de réduire les risques auxquels sont exposés les personnels, les bureaux et les biens de l'UNICEF. La stricte application des mesures RSM et MOSS dans les recommandations des Résidences et Bureaux, le Briefing de sécurité, le Plan de Sécurité Pays contenant celui de l'évacuation et de la relocalisation, la formation SSAFE, le BSITF et ASITF, la présence des gardiens formés par UNDSS dans les Bureaux et Résidences du personnel sont autant des mesures mises en place dans les bureaux de N'Djamena et les bureaux de zone.

Le CCTV installée en 2016 est en cours d'amélioration. Les entrepôts de Ndjamenas ont été réfectionnés par apport aux normes MOSS. Outre les Bulk SMS de l'UNDSS pour prévenir les incidents, la sécurité formule régulièrement les recommandations à l'attention du Management selon les circonstances.

## **Human Resources**

La mise en application de la réforme des ressources humaines a eu un impact positif sur la qualité et la vitesse des recrutements, ainsi que la diversité des effectifs, contribuant ainsi à l'atteinte des résultats attendus. Globalement, le bureau a effectué 49 recrutements FT, 15 TA et plus de 200 consultants. Des progrès remarquables ont été faits pour améliorer l'équilibre genre et géographique. La diversité genre est en hausse de 14% et se situe à 44% IP. La diversité géographique est passée à 31% contre 44% en 2016. Le défi reste pour le personnel local à cause du contexte national. Pour assurer une évaluation objective basée sur des discussions régulières et un feed-back constructif, un atelier sur le changement de culture s'est tenu en avril 2017 et cette approche qualitative est rentrée dans les pratiques du bureau. Afin d'en assurer la durabilité, un plan d'action a été élaboré et sa mise en œuvre sera suivi par le CMT. L'enquête globale du personnel a dégagé trois dimensions : l'autonomisation du personnel, l'équilibre travail/vie familiale et le développement personnel et professionnel. Un plan d'action a été élaboré avec le personnel et sa mise en œuvre sur 12 mois (septembre 2018) prévoit une revue trimestrielle des progrès réalisés par le CMT et un feedback au staff lors des assemblées générales. Les résultats escomptés sont entre autres une amélioration du climat de travail, un engagement et une motivation du personnel. Les activités UN Cares et l'application des 10 normes minimales sur le VIH en milieu de travail ont été effectives avec l'accès aux mesures de prévention, comme le préservatif ou des sessions de conseil et dépistage volontaire du personnel. Le personnel a été formé cette année à la préparation et à la gestion des risques dans le cadre du plan de formation.

## **Effective Use of Information and Communication Technology**

Le Bureau a progressé dans l'utilisation de Skype for Business où il est largement utilisé pour la communication et la collaboration à l'intérieur et à l'extérieur du bureau. Des efforts sont déployés pour l'utiliser comme un outil pour une assistance helpdesk à distance qui améliorera l'accès à l'intérieur du pays.

Un fournisseur de services Internet local a été contracté pour fournir des capacités supplémentaires afin d'alléger la congestion de la bande passante sur les connexions existantes au reste du monde. Une amélioration significative a été observée avec l'accès aux outils bureautiques. En outre, cette capacité supplémentaire signifie la pleine utilisation des applications basées sur 'cloud', principalement sur le 'OneDrive' et le 'SharePoint'. Ceci a un lien avec la future migration vers la plate-forme 'Enterprise Content Management' (ECM) où la plupart des applications seront basées sur 'cloud'.



L'Unité IT travaille en étroite collaboration avec l'Unité Archivage pour informer le personnel sur les exigences d'attribution de noms et d'archivage. Ceci facilitera la migration vers la plateforme ECM une fois en place.

Le Personnel a été sensibilisé sur l'importance de la sécurité du Réseau et la vigilance est de rigueur; le personnel communique régulièrement avec l'Unité IT sur la vérification d'éventuels messages 'phishing' ou 'spam'.

La continuité des activités a été mise à l'épreuve cette année à cause des dommages causés par un orage à la principale connexion satellite du bureau. Pendant que les systèmes fonctionnaient avec les sauvegardes, des ressources ont été mobilisées pour rétablir en 24 heures la connexion.

Des travaux sont en cours pour migrer les systèmes d'exploitation à Windows10 qui exécute simultanément le remplacement du matériel obsolète.

IT continue à soutenir RapidPro qui compte 19 000 U-reporters. Une coordination avec l'équipe est en train de se faire afin d'obtenir des conditions favorables avec les fournisseurs locaux des télécommunications.

## **Programme Components from RAM**

### **ANALYSIS BY OUTCOME AND OUTPUT RESULTS**

#### **OUTCOME 1** Special Purpose

##### **Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de la réduction des dépenses de fonctionnement, le bureau a développé la stratégie de collaboration avec les autres Agences pour partager en commun les espaces de travail des bureaux de N'Djamena, Abéché et Bol, ce dernier en cours d'installation qui remplace Mao. Il est à noter que le terrain abritant les bureaux de Bol et les magasins de stockage des intrants de programme a été donné gracieusement par la Mairie de cette ville et contribue dans la même stratégie à réduire les coûts d'investissement.

De ce qui précède et suivant les différents MoU signés avec ONUSIDA, OCHA et OMS, le bureau réalisé un gain de US\$ 83,403 pour les dépenses de fonctionnement au titre de l'année 2017. Le MoU signé avec UNDP pour le nouveau bureau de Bol va permettre une économie de US\$ 28,000 pour les dépenses d'investissements et à partir de 2018 une réduction de 26% des dépenses de fonctionnement.

#### **OUTPUT 1** Premises and Security

##### **Analytical Statement of Progress:**

En 2017, la situation sécuritaire a été marquée par les menaces de manifestation, la criminalité et les catastrophes naturelles. Contrairement à 2016, les menaces d'attaques terroristes ont baissé d'intensité dans les grandes villes du Tchad à l'exception de la Région du Lac où la secte Boko Haram demeure toujours active à travers les attaques de type kamikaze, les

attaques des positions des Forces de défense et de sécurité et la pose d'IED. L'état d'urgence a été reconduit dans cette région par l'instauration de couvre-feu et l'interdiction des réunions et de réjouissance populaire.

La poursuite de la crise économique et financière a entraîné des violentes manifestations et des grèves intempestives durant lesquelles le personnel de l'UNICEF et des autres agences du Système des Nations Unies a été victime indirectement. Cette situation a paralysé le fonctionnement des services publics, notamment des structures sanitaires et éducatives.

Face à ces menaces, des mesures de prévention et de mitigation ont été prises afin de réduire les risques auxquels sont exposés les personnels, les bureaux et les biens de l'UNICEF. La stricte application des mesures RSM et MOSS dans les recommandations des Résidences et Bureaux, le Briefing de sécurité, le Plan de Sécurité Pays contenant celui de l'évacuation et de la relocalisation, la formation SSAFE, le BSITF et ASITF, la présence des gardiens formés par UNSS dans les Bureaux et Résidences du personnel sont autant des mesures mises en place dans les bureaux de N'Djamena et les bureaux de zone.

Le CCTV installée en 2016 est en cours d'amélioration. Les entrepôts de Ndjama ont été réfectionnés par apport aux normes MOSS. Outre les Bulk SMS de l'UNSS pour prévenir les incidents, la sécurité formule régulièrement les recommandations à l'attention du Management selon les circonstances.

## **OUTCOME 2** Programme Effectiveness Outcome

### **Analytical Statement of Progress:**

La gestion du Cross Sectoral a joué un rôle important en termes de support opérationnel à la mise en œuvre du programme de pays. La coordination des programmes s'est assurée que les allocations budgétaires telles que prévues dans le CPD et le CPMP soient effectivement mises à disposition des Finances pour permettre d'honorer à la fois les coûts de fonctionnement transversaux des quatre bureaux de zone, le bureau de N'Djamena et la réalisation des missions et activités logistiques en appui au Programme. Les chefs de section de programme ont été largement sensibilisés sur leur rôle de Manager pour s'assurer que toute proposition de financement par les donateurs intègre dorénavant les composants coûts transversaux qui sont indispensables à la mise en œuvre des projets sur le terrain. Pour ce faire et dans le cadre de l'innovation et de l'excellence budgétaire, le CMT a approuvé le mécanisme mis en place par le « partnership unit » pour le contrôle et la communication systématique des fonds opérationnels issus des « proposals » suivie de leur allocation effective par la Coordination des programmes. Cette approche a produit des résultats probants qui ont permis une meilleure répartition et utilisation des ressources OR entre les bureaux d'une part et d'autre part une maîtrise des dépenses opérationnelles et un rapportage régulier lors des réunions de programme et CMT. L'adoption du cadre logique d'opérationnalisation des bureaux de zone, leur fonctionnement et leur redevabilité vis-à-vis du bureau principal a fortement contribué cette année à une meilleure synergie d'actions qui a apporté une valeur ajoutée à l'intégration des activités sectorielles et amélioré le climat de travail.

A l'instar de l'année dernière, les Operations ont donné un appui constant et efficace dans la mise en œuvre du programme de pays. Le centre de transactions appelé Hub VISION a mis à disposition son expertise pour traiter les demandes dans les délais raisonnables. Dans le cadre des Ressources Humaines, plusieurs formations et ateliers ont été financés par le Cross Sectoral pour assurer le renforcement des capacités du personnel de tout le bureau, ce qui a permis d'atteindre des résultats et d'améliorer les indicateurs de performance du bureau au niveau du Dashboard.

La mise en œuvre des recommandations de l'audit a engagé tout le bureau. Cet exercice

constituait une priorité du bureau et un défi majeur à relever, ce qui fut fait dans les délais. Le bureau avait saisi cette occasion pour développer des stratégies de pérennisation des acquis afin de promouvoir et maintenir la culture de l'excellence de la gestion qui était l'autre priorité du bureau.

Des collaborations entre Agences UN pour le partage de certains services en commun (bureau, réparation de véhicules...) ont été développées en vue de la réduction des coûts et l'efficacité dans la gestion financière.

Au niveau des ressources informatiques, le défi majeur était l'augmentation de la bande passante pour permettre au personnel de travailler et produire dans un environnement favorable. Grâce à l'augmentation du financement du Cross Sectoral, les services et applications ICT du bureau ont été progressivement améliorés et il est prévu de continuer en 2018 par la mise en place de projets additionnels pour conforter la vision d'excellence prônée par le Management.

Le plan d'approvisionnement 2017 a été réalisé à plus de 118%. Il y a eu un taux de rotation de stock qui tournait autour de 30 jours pour certaines sections, ce qui expliquait une bonne planification programmatique.

En ce qui concerne les opérations logistiques, la réponse à la crise nutritionnelle dans les différentes régions a été une activité dominante traduite par un volume important de biens distribués pour des soins nutritionnels donnés aux enfants admis dans des centres de santé. Enfin dans la vision 2018 – 2021, le bureau estime que la pérennisation des acquis de 2017 devrait passer par un renforcement stratégique de la composante Cross Sectoral et des structures transversales opérationnelles.

## **OUTPUT 1 Governance and Systems**

### **Analytical Statement of Progress:**

Le Bureau a développé le plan annuel de gestion 2017 et a suivi les indicateurs de performance définis au cours des réunions de programme, des Operations et CMT. Au cours de cette année, les grandes priorités étaient focalisées sur la culture et la gestion de l'excellence, la mise en œuvre des recommandations de l'audit dans les délais impartis et le mécanisme de pérennisation des acquis, la maîtrise des ressources financières et le renforcement des capacités du personnel à répondre aux nouveaux défis, la sécurité du personnel et l'archivage approprié des pièces justificatives des financements ECHO et EU. La Table d'Autorité et les listes des différents comités statutaires et non statutaires sont développés, approuvés et périodiquement révisés pour assurer une application efficace du contrôle interne et les prises de décisions appropriées liées aux règles et procédures régissant la gouvernance administrative et financière.

Les services ICT ont été améliorés en termes d'augmentation de la bande passante et d'utilisation du Skype for Business qui a été privilégiée pour réduire les coûts de communication. Au dernier trimestre, le bureau a signé un contrat avec un prestataire local de service internet pour augmenter notre capacité opérationnelle et décongestionner la bande passante avec le VSAT. Ceci a eu un impact positif sur l'amélioration générale des services et applications ICT du bureau. En outre le personnel a été sensibilisé sur la sécurité des supports et données informatiques et particulièrement l'utilisation du "cloud" comme plateforme pour sauvegarder les documents de travail.

Les 4 sites du Business Continuity ont été testés et sont opérationnels, néanmoins une surveillance régulière est assurée pour maintenir la capacité opérationnelle conformément aux instructions de l'Organisation.

Un programme complet de conformité au MORSS des résidences IPs a été réalisé pour les

équiper en extincteurs et détecteurs de fumées en lien avec les recommandations de l'audit. Dans la perspective de la réduction des dépenses de fonctionnement, les projets d'équiper les bureaux en panneaux solaires sont avancés et seront effectifs avant la fin du premier semestre 2018.

Le CMT a inscrit les visites des magasins par les chefs de section et les Managers comme une action devant permettre de connaître le niveau des stocks et d'assurer leur distribution prévue aux bénéficiaires finaux. Dans ce sens, l'unité Supply/logistique produit hebdomadairement des rapports détaillés des stocks qui ont permis au CMT de prendre les décisions informées pour inverser progressivement la durée de séjour des articles dans les magasins.

## **OUTPUT 2 Financial Resources and Stewardship**

### **Analytical Statement of Progress:**

Le Bureau a eu une bonne maîtrise de la gestion des ressources financières mises à disposition qui a fait l'objet d'attentions particulières lors des réunions de programme et de CMT conformément au plan annuel de gestion 2017. Pour renforcer davantage l'efficacité de gestion des ressources, le bureau a mis en place un mécanisme de vérification des allocations de fonds suivant les proposals. Des tableaux de bord sont développés pour un meilleur suivi par section pour assurer la maîtrise des coûts et une meilleure visibilité des dépenses.

Le renforcement du suivi budgétaire et le contrôle interne des transactions financières et comptables grâce à l'opérationnalisation de l'unité Finance / Hub-VISION ont permis d'atteindre des résultats appréciables dans la mise en œuvre du programme de pays. Un accent particulier a été mis sur les supports aux bureaux de zone en termes de gestion du Petty Cash et du COHA ainsi que la signature d'un contrat additionnel de pourvoyeur de Cash agréé par DFAM pour assurer la disponibilité à temps dans les bureaux de zone et dans les opérations d'urgence au Lac ou dans les localités où le programme exprime le besoin.

L'année 2017 ayant été placée par le Management sous le signe de l'excellence, toutes les recommandations de l'audit sur la gestion des Finances ont été clôturées dans les délais impartis (6 mois) grâce à l'engagement du bureau. De même, le nettoyage des « open commitment » et en particulier la certification des TAs a fait l'objet d'un suivi rapproché qui a produit des résultats probants ayant substantiellement amélioré la performance du bureau sur le Dashboard. Une analyse régulière des comptes est faite et les liquidations DCTs sont efficacement suivies dans les réunions de Programme. La migration à eZHACT a été bien faite et toutes les transactions DCT sont enregistrées dans ce nouveau système.

Le bureau a entrepris des investissements dans le solaire dans le Bureau de N'Djamena et Mao pour réduire sa consommation d'électricité afin de dégager des économies.

Suite à l'audit, le bureau a revu ses procédures financières pour se conformer aux règles de l'Organisation. Ainsi la ToA, les comités statutaires et les processus de travail ont été revus pour corriger les insuffisances relevées.

## **OUTPUT 3 Human Resources Management**

### **Analytical Statement of Progress:**

Le bureau a poursuivi tout au long de l'année 2017 des efforts d'amélioration des effectifs et de performance du staff y compris le gender balance qui sont pour la plupart revus lors des CMT. IL s'agit principalement de : 1/ l'accompagnement des staff sur postes abolis et upgrade ; 2/

l'atelier sur le changement de culture tenu en avril 2017 et dont les acquis en termes d'évaluation objective basée sur des discussions régulières et un feed-back constructif sont rentrés dans les pratiques qualitatives du bureau ; 3/ la formation sur l'éthique tenue du 29 Septembre au 3 Octobre ; 4/ le renforcement des capacités du personnel à travers les formations en ligne sur AGORA, les réunions régionales et les opportunités de missions d'appui et de stretch assignment ; 5/ la prise en compte des recommandations de la conseillère régionale en staff counseling pour la gestion des stress ; 6/ la mise en application de la nouvelle réforme des ressources humaines qui a eu un impact positif sur la qualité et la vitesse des recrutements, ainsi que la diversité des effectifs, contribuant ainsi à l'atteinte des résultats attendus. Avec un total de 49 recrutements FT, 15 TA et plus de 200 consultants, le bureau a connu des progrès significatifs dans le sens de l'amélioration du double défis de l'équilibre genre et géographique. La diversité genre est en hausse de 14% et se situe à 44% IP ; la diversité géographique est passée à 31% contre 44% en 2016. En ce qui concerne ces deux facteurs pour le personnel national, le bureau va explorer des stratégies contextuelles pour y répondre afin d'inverser la tendance. L'enquête globale du personnel a dégagé trois dimensions et un plan d'action a été élaboré avec le personnel et sa mise en œuvre sur 12 mois (septembre 2018) prévoit une revue trimestrielle des progrès réalisés par le CMT et un feedback au staff lors des assemblées générales. Les résultats escomptés sont entre autres une amélioration du climat de travail, un engagement et une motivation du personnel. Les activités UN Cares et l'application des 10 normes minimales sur le VIH en milieu de travail ont été effectives avec l'accès aux mesures de prévention, comme le préservatif ou des sessions de conseil et dépistage volontaire du personnel. Enfin, le bureau a poursuivi également ses efforts d'investissement pour l'amélioration de la sécurité des locaux et du personnel aussi bien au niveau central que dans les bureaux de zone.

**OUTCOME 3** D'ici à fin 2021, le programme de pays est efficacement conçu, coordonné, géré et reçoit l'accompagnement adéquat pour répondre aux normes de programmation de qualité en vue d'obtenir les meilleurs résultats pour les enfants du Tchad

#### **Analytical Statement of Progress:**

Des plans de monitoring annuels (PMA) ont été préparés sur la base des plans de travail annuels de l'UNDAF. Ils sont cohérents avec les produits de l'UNDAF. Sur la base des PMA au niveau central, les bureaux de zone ont élaboré leurs plans de travail budgétisés et intégrant des activités d'assurance HACT. Une note d'orientation du cadre de planification des bureaux de zone a été élaborée afin d'assurer un fonctionnement optimal des bureaux de zone en liaison avec le bureau central. Les réunions mensuelles de coordination de programmes (RCP) et les CMT sont utilisés pour le suivi des indicateurs de gestion financière et programmatique du bureau de pays. Par ailleurs, les réunions de l'Unité de gestion de programme organisées par la coordination sous la présidence de la Représentante Adjointe sont destinées au suivi des indicateurs de management et alerter le Bureau à temps sur les indicateurs moins performants. A cet effet, un bulletin hebdomadaire des indicateurs est élaboré et publié chaque jeudi afin que les actions rapides soient prises par les sections concernées.

Dans le cadre d'une plus grande responsabilisation opérationnelle des bureaux de zone et une amélioration de la gestion des risques, les réunions mensuelles de l'équipe de gestion de bureaux de zone (ZMT) se tiennent régulièrement et alimentent les réunions du CMT. Toutes les sections et les bureaux de zones ont fourni les informations requises pour les rapports de Situation (SitRep) du bureau pays. Un Plan intégré de Suivi et Evaluation (PISE) a été élaboré

et suivi régulièrement. Le taux d'exécution dudit PISE est de 72%. Les activités d'assurance HACT ont été menées conformément aux nombres minimum requis en adéquation avec les fonds remis aux partenaires et leurs niveaux de risques. Pour les visites programmatiques, 95 ont été réalisées sur 131 attendus, soit un taux de 73%. Le bureau a réalisé 61 spots check sur 69 requis soit 88%. Les rapports de 7 audits sur les 9 requis (78%) sont en cours de finalisation. Globalement, sur les 209 activités d'assurance requises pour le bureau, 163 ont été réalisées soit environ 78%).

## **OUTPUT 1 External Relations**

### **Analytical Statement of Progress:**

Un mécanisme de coordination du programme est mis en place basé sur le suivi de l'exécution du programme, les réunions de coordination de programme et autres outils de gestion tels que le bulletin, l'exécution du plan d'assurance qualité avec la participation des bureaux de zones. La coordination des activités du programme se fait en ligne avec l'UNDAF à travers les réunions de coordination du PMT.

Un cadre de redevabilité des bureaux de zones précisant les responsabilités et fonctions des bureaux de zones et du bureau de pays a été développé et validé par le CMT en juillet 2017. Il répond à l'une des recommandations de l'audit interne conduit en 2016 qui préconise la définition d'un cadre indiquant clairement les responsabilités incombant à ces deux niveaux. Le bureau dispose d'un outil de monitoring des missions de terrain en vue d'améliorer la mise en œuvre des programmes en faveur des enfants. L'état de mise en œuvre des recommandations des missions est fait mensuellement lors des réunions du CMT.

## **OUTPUT 2 External Relations**

### **Analytical Statement of Progress:**

Le bureau du pays a participé à 14 **initiatives de plaidoyer public** y compris #EarlyMomentMatters, #ChildrenUprooted, #EVAC et #WCD #KidsTakeOver en mettant le focus sur le développement de vidéos, photo essais et social media packages pour les plateformes numériques. Des efforts particuliers ont été déployés pour marquer la Journée Mondiale de l'Enfance. Le Bureau pays a organisé un **#KidsTakeOver** à l'Assemblée Nationale, de l'Institut Français du Tchad (IFT), de Télé Tchad et d'Electron TV. Un concours médiatique a été aussi organisé et une vidéo fait par les enfants a été disséminé au niveau global (+43,000 vues)

Dans le cadre du programme *Education Cannot Wait*, une **visite de haut niveau** au Lac Chad a été organisée pour l'Ambassadrice de l'UNICEF, Muzoon Allmellehan. Deux autres visites ont été faites avec le NatCom espagnol (plus medias) et une avec le NatCom Français et la Youtubeuse Lola Dubini pour la production d'une vidéo pour le SOWC. Enfin, une jeune Tchadienne a participé au Sommet #AfricanYouthVoices à Bruxelles.

En termes de **medias internationaux**, le bureau a organisé des visites pour The New-Yorker, AFP, RFI, THOMSON REUTERS, TV.MOVISTAR, El Pais, El Mundo, La Vanguardia, El Semanal XL et Radio Nacional.

UNICEF Tchad est l'une des organisations les plus suivies sur les **réseaux sociaux** au Tchad. Elle a renforcé sa présence en ligne et sur les médias sociaux. Plus de 71,000 utilisateurs ont été atteints et près de 3,000 engagés sur Facebook sur une base hebdomadaire. Sur Twitter, UNICEF Tchad a reçu près de 4,600 impressions par semaine et avec une moyenne de 1,600 visiteurs par mois. 3,232 personnes ont visité le blog Yalna en 2017, avec un total de 5,243 vues.

A travers des accords avec TIGO et Airtel, l'UNICEF a partagé des informations par SMS (Ex. Campagne de vaccination, etc.) aux abonnées avec une moyenne de 3 million de personnes touchées par campagne. Au cours de l'année, plus de 18,000 U-reporters ont été recrutés. Le travail avec nos partenaires a par ailleurs abouti au lancement de Internet of Good Things (plus de 3,000 utilisateurs) et les vidéos créées pour la chaîne Youtube Wenkou ont enregistré plus de 30,000 vues.

Au total, plus de 100.000 personnes ont suivi UNICEF Tchad sur FB (+70,000), Twitter (+7,000), loGT (+3,000), Wenkou-Youtube (+30,000), et U-Report (+18,000) (hors personnes atteintes par SMS)

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, le personnel de l'UNICEF et de ses partenaires disposent d'outils, d'orientations et de ressources appropriées pour planifier et suivre efficacement la mise en oeuvre du programme.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Le personnel de l'UNICEF et les consultants ont été formés sur l'approche harmonisée pour la remise d'espèces (HACT), sur les PCA/SSFA et sur la gestion axée sur les résultats (GAR). Un total cumulatif de 90 participants dispose de connaissances accrues sur eZHACT et 103 en PCA/APE/Insight. Deux revues, dont une semestrielle et une annuelle ont été réalisées conjointement avec le système des Nations Unies au Tchad. Un renforcement de capacité a été réalisé sur le HACT au profit des partenaires de la nutrition et de l'éducation.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, le personnel de l'UNICEF et de ses partenaires disposent d'outils, d'orientations et de ressources appropriées pour un plaidoyer efficace et des partenariats avec les parties prenantes sur les questions de droit de l'enfant.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de la C4D, l'appui aux organisations de la société civile, et plus particulièrement les réseaux ou association d'organisations de femmes, leaders religieux et communautaires a permis de décupler les efforts de communication et mobilisation sociale sur les Pratiques Familiales Essentielles (PFE), et pour le changement de comportement sur les pratiques néfastes. Plus de 180.000 jeunes, femmes, autorités et membres des communautés ont ainsi été directement impliqués dans les différentes activités de dialogue communautaire menées par près de 900 relais et mobilisateurs communautaires formés et mobilisés par les 250 organisations engagées dans les interventions de changement de comportement. En outre, les campagnes et interventions de sensibilisation de masse, telles que les théâtres forums ou les ciné-clubs, ont permis d'atteindre plus de 500.000 jeunes, hommes et femmes dans 16 régions

du Tchad. L'intégration systématique des aspects d'engagement des jeunes a par ailleurs renforcé la synergie d'action entre leaders et groupes communautaires et jeunes pour le changement des normes sociales et comportements au niveau communautaire. En terme de plaidoyer public, les sessions de formation, coaching et rencontre medias ont permis d'accroître les connaissances générales de 220 journalistes et rédacteurs sur les droits de l'enfant et la couverture des thématiques de la jeunesse, inclus les règles d'éthiques medias. Les conférences de presse et mission medias organisées ont ainsi résulté dans la production directe de 96 produits medias. En parallèle, l'organisation et l'appui aux visites de medias internationaux et des personnes physique et morales à haut niveau de plaidoyer (Natcom, Ambassadeur de bonne volonté) a rehaussé la visibilité du Tchad et les problématiques liées aux droits de l'enfant au Tchad au niveau international. Enfin, les capacités à plaider pour les droits de l'enfant et le développement de politiques inclusives ont été renforcées pour 120 députés, 28 assistants parlementaires et 50 personnels d'appui de l'Assemblée Nationale, qui ont pu accroître leurs connaissances sur les lois et programmes de protection des droits de l'enfant.

**OUTPUT 5** D'ici à fin 2021, le personnel de l'UNICEF et de ses partenaires disposent d'outils, d'orientations et de ressources appropriées pour planifier, mettre en oeuvre, coordonner et suivre efficacement la mise en oeuvre de la réponse aux urgences et pour intégrer le genre dans la programmation.

#### **Analytical Statement of Progress:**

L'élaboration du plan national de contingence multirisque du Tchad a été finalisée. Pendant ladite élaboration, une analyse de situation du pays a été faite et l'identification des risques notamment liés aux inondations ainsi que pour les épidémies, insécurité alimentaire et la malnutrition a été menée. En prélude à ce travail d'analyse, plusieurs acteurs des différentes structures ont été formés dans le domaine de la Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) et de la préparation et réponse aux urgences. Le plan national de contingence est adopté en octobre 2017 par le Gouvernement. Les principales réponses à apporter pour les différentes crises retenues dans ce plan de contingence prennent en compte les principaux engagements en faveur des enfants notamment pour l'accès aux services de base à savoir la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que l'éducation et le respect des standards internationaux de protection de l'enfant. Un comité de suivi dudit plan a été mis en place et a élaboré une feuille de route pour pouvoir le vulgariser et le rendre opérationnel. L'appui aux deux (2) comités régionaux d'action pilotes (Logone occidentale et Salamat) pour développer des plans de contingences régionaux s'achèvera en 2018.

UNICEF a également continué à appuyer le plan de contingences interagences, participant aux exercices de mise à jour et de validation (février 2017) et avec le maintien d'un stock de contingences et une capacité de réponse rapide. C'est ainsi que durant les épidémies de Choléra et de l'hépatite E dans les régions du Sila et de Salamat, l'Unicef est promptement intervenu par la fourniture de kits cholera pour prise en charge des malades dans les UTC et CTC et la réalisation des activités de prévention (plaidoyer, sensibilisation de la population, chloration des points d'eau etc.). De même que l'assistance des personnes victimes des inondations à Dourbali dans la région du Chari Baguirmi et des personnes déplacées du Lac était faite grâce à ces stocks de contingence.

En outre, UNICEF Tchad est un pays pilote pour la nouvelle plateforme EPP. Avec appui du BR, un atelier d'analyse de risques et de définition de scénario a eu lieu en Juillet. Le Bureau a également bénéficié du support du BR dans l'élaboration du HAC 2018, en lien avec l'exercice de planification interagences pour le HRP 2018. UNICEF a également pris part



à l'exercice d'évaluation de la criticité des programmes pour la région du Lac en décembre 2017

## **OUTPUT 6** Salaries and other staff costs

### **Analytical Statement of Progress:**

La coordination du programme a bénéficié du recrutement de 2 staffs supplémentaires : un staff chargé des PCA/APE et un autre de HACT. Ceci a permis de mieux gérer les activités d'assurance et les réunions du Comité HACT/PCA..

**OUTCOME 4** Effet1. D'ici à fin 2021, les adolescents, femmes enceintes et allaitantes, mères et enfants de 0 à 5 ans utilisent davantage les services de santé de qualité dans les 10 régions ciblées.

### **Analytical Statement of Progress:**

La situation sanitaire et nutritionnelle des enfants du Tchad reste très précaire avec un ratio de mortalité maternelle de 860 pour 100.000 naissances vivantes et un taux de mortalité néonatale, infantile et infanto juvénile respectivement de 34/1000, 72/1000 et 133/1000 naissances vivantes. Les principales causes sont les causes néonatales, les maladies infectieuses, la malnutrition, le VIH sur un substratum de faible accès à des services de qualité. Par ailleurs, le système de santé du Tchad est caractérisé par sa faiblesse organisationnelle et sa faible capacité à offrir des soins de qualité à large échelle. En effet près de la moitié des centres de santé ne disposent pas de personnel qualifié et le pays ne possède pas de carte sanitaire pour une planification efficiente des interventions et des ressources. Par ailleurs, la crise économique qui affecte le Tchad a contribué à réduire le financement domestique de la santé. Comme résultats, les performances des interventions demeurent très faibles et sont souvent en baisse. En effet, seulement 22% des enfants sont complètement vaccinés et 34% des femmes accouchent avec l'assistance du personnel qualifié.

En ligne avec la VISION 2030 du Pays et le Plan National de Développement, le secteur de la santé a élaboré le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 3) pour la période 2018-2022. En outre, différents plans stratégiques dont le Plan d'action de la Santé communautaire, le Paquet Minimum d'activités (révisé), l'actualisation de la Feuille de Route pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, le Plan multisectoriel de lutte contre les maladies non-transmissibles, la Stratégie de recadrage de la Gratuité des soins de santé ont été adoptés en 2017.

Cependant, les défis pour augmenter l'offre des services de santé de qualité afin d'assurer une couverture sanitaire universelle au Tchad reste immense et devront être basés sur la mise en place d'un système efficace de gouvernance et de redevabilité.

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les parents, les femmes enceintes et en âge de procréer, les mères et les adolescentes ont des connaissances et une habilitation sociale et financière accrue pour recourir aux services de santé de qualité.

### **Analytical Statement of Progress:**

Une étude CAP a été conduite et les données collectées ont permis de développer un plan

stratégique de communication pour la vaccination pour la période 2018 à 2022. Des activités de communication en faveur des activités supplémentaires de vaccination ainsi que les activités de communication entre les campagnes ont été régulièrement conduites. Des associations et relais communautaires ont été mis à contribution. Six campagnes de vaccination dont 3 nationales et 3 Sub-nationales ont été conduites. Des activités intensifiées de vaccination en faveur de populations spéciales ont été conduites dans les 11 districts prioritaires du Lac. Ces activités inclues également les nomades, les réfugiées, les déplacés internes, les marchés hebdomadaires, les points de transit sur les frontières internationales, les activités transfrontalières etc. En moyenne, 4.2 millions d'enfants ont été atteints pendant les campagnes et 46,332 pendant les activités intensifiées. La proportion moyenne des parents informés avant la campagne était de 91.5%. La proportion d'enfants manqués par refus de la vaccination était en moyenne de 2.5%. La raison de non vaccination des enfants semble plus être l'absence des enfants qui est estimé à 70.3% selon le monitoring indépendant. Pour atteindre ces résultats, les ressources humaines ont dû être redéployées vers les districts prioritaires du lac.

Des activités de communication pour la promotion de la vaccination ( ACPV) ont été menées dans 31 districts contre 28 en 2016. Elles ont contribué à augmenter la demande des services de vaccination dans les districts couverts. Au total, 1, 156,447 enfants ont été enregistrés dont 489,252 enfants de 0 à 11 mois et 667,195 enfants de 12 à 59 mois. 42% des enfants jamais vaccinés ou incomplètement vaccinés ont été identifiés et vaccinés. Sur les 122 100 enfants sans carte de vaccination identifiés, 66 396 ont reçu leurs cartes grâce aux relais communautaires. A part le taux d'abandon qui est resté stagnant, tous les autres indicateurs ont connu une nette amélioration (BCG de 66% à 95%, Polio 1 de 54% à 92%, Penta 1 de 55% à 91%, Polio3 de 37% – 62%, Penta 3 de 38% à 64%, VAR de 27% à 46%). L'enquête de couverture vaccinale de 2017 montre que la couverture moyenne des régions ACPV est au-dessus de la moyenne nationale.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les structures socio-sanitaires ont des capacités humaines et matérielles accrues pour offrir des soins de santé de qualité, complets et intégrés à haut impact aux femmes, aux enfants et aux adolescents.

### **Analytical Statement of Progress:**

Dans le domaine de la vaccination, l'appui a consisté par la dotation en 133 réfrigérateurs solaires, en caisses isothermes, la formation en LOGIVAC des quatre agents de sante à l'extérieur, la formation des prestataires en vaccination systématique. La mise en œuvre de l'approche ACD a été poursuivie en 2017 dans 60 districts prioritaires dont 26 appuyés par l'UNICEF. Plusieurs documents stratégiques ont été élaborés, notamment le PPAc 2018-2022, la Justification de Soutien au Programme (JSP) 2018-2022 à soumettre à GAVI, le plan stratégique de communication en faveur de la vaccination 2018-2022, le plan d'introduction de la 2<sup>eme</sup> dose de vaccin et le plan des AVS contre la rougeole. La revue du programme, l'analyse de l'équité dans la vaccination et l'inventaire des équipements de chaine de froid ont été réalisés. Globalement les résultats de l'enquête de couverture (ECV) 2017 montrent une tendance a la baisse comparés aux résultats de l'ECV 2012 et de l'EDS-MICS 2014/2015 et sont de loin inférieurs aux couvertures vaccinales selon le JRF 2016. Le monitoring des activités PEV reste confronté à de graves problèmes de qualité de données connus depuis longtemps mais pour lesquels aucune solution n'est encore trouvée.

Dans le cadre de la lutte accélérée contre les maladies, des AVS nationales et locales contre la poliomyélite ont été conduites. Pour l'élimination du tétanos maternel et néonatal, suite aux AVS

organisées de 2014 à 2016, une évaluation pour la prévalidation de l'élimination est organisée. Pour le contrôle de la rougeole, l'introduction de la 2<sup>nd</sup>e dose est planifiée en 2018 et des campagnes de vaccination de masse en 2018, 2020 et 2022.

Pour la santé maternelle, néonatale et infantile, l'appui a consisté principalement par la dotation des districts sanitaires dans les 10 régions sélectionnées en médicaments essentiels pour la prise en charge des maladies fréquentes ainsi que les kits d'accouchements et de prise en charge des urgences obstétricales. Les prestataires en SONU de la région de convergence (Kanem) ont été formés grâce au fonds français de MUSKOKA. Dans le cadre de la mise en œuvre des actions de lutte contre le paludisme financée par le fonds mondial de lutte contre le paludisme, VIH et tuberculose, il 40 paramédicaux, 04 médecins superviseurs, 04 logisticiens et 01 médecin coordonnateur répartis dans 40 districts du pays ont été recrutés pour l'appui de proximité des équipes cadre des districts dans la mise en œuvre, le suivi, le rapportage et la gestion des intrants antipaludiques.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les autorités nationales, régionales et locales ont des connaissances et des capacités accrues pour s'engager dans l'amélioration du cadre législatif, réglementaire, social et juridique incluant la planification stratégique et opérationnelle de la santé.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Un dialogue national de 2 jours pour le renforcement du système de santé au Tchad a été organisé et a regroupé les autorités sanitaires nationales, régionales et locales, les cadres de plusieurs départements ministériels dont l'Administration du Territoire, les Finances et Budget et les Partenaires Techniques et Financiers. Ce dialogue a servi de cadre d'analyse de situation ayant contribué à l'élaboration de la Justification de Soutien au Programme (JSP) 2018-2022 à soumettre à GAVI.

Dans le cadre de la réponse régionale à l'épidémie de polio du Nigeria, des plans des réponses des phases 2 et 3 ont été développés. Les évaluations externes de la réponse OBRA 1 et OBRA 2 conduites respectivement en Mars et Novembre 2017 ont permis d'identifier les goulots d'étranglements à la réponse régionale. Il apparaît que l'immunité des enfants contre la polio est encore faible et qu'il faudra renforcer la vaccination de routine et poursuivre des activités de vaccinations intensifiées pour booster cette immunité.

Appuyé par les consultants, un comité technique a piloté le processus de planification de la transition polio visant à rationaliser les acquis de polio en faveur du renforcement du système de vaccination et des autres composantes du système de santé. Les documents de plan d'action et ses annexes ont été validés par le CCIA.

A l'occasion des supervisions dans les régions et districts, lors des activités de mobilisation sociale pour l'organisation des activités vaccinales supplémentaires, des activités préparatoires de distribution de moustiquaires, les autorités administratives, politiques et les leaders communautaires au niveau central, régional et local ont été informées, sensibilisées et sollicitées pour leur engagement dans l'amélioration du cadre législatif, réglementaire, social et juridique incluant la planification stratégique et opérationnelle de la santé..

Le Forum National sur la vaccination en cours de préparation regroupera les acteurs nationaux

de la vaccination des divers secteurs, des PTF résidents et d'ailleurs et sera un cadre d'analyse du système de vaccination, d'identification des problèmes entravant la performance du programme, de proposition de mesures correctrices pertinentes et d'engagement des principaux décideurs.

L'UNICEF a appuyé une équipe pays pour prendre part à une réunion régionale sur la qualité de soins, une mission de consultation internationale pour faire l'état de la situation de prise en charge des urgences néonatales plus particulièrement ciblée sur la prise en charge de prématurés et faible poids de naissance. Les résultats de ces missions contribueront à l'élaboration du plan ENAP en 2018.

L'UNICEF a appuyé la formation des cadres du Ministère de la santé, des agents de santé, des relais communautaires ainsi que les partenaires de la société civile dans les domaines de vaccination, lutte contre le paludisme, la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, les soins obstétricaux et néonataux d'urgence, la gestion financière et la mise en œuvre du HACT.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, La DGAS, la DGSELM, les DSR et DS et les partenaires de Santé y compris les ONG des zones ciblées ont les capacités accrues de préparation et de réponse à des urgences sanitaires.

#### **Analytical Statement of Progress:**

L'UNICEF a appuyé au Sud du pays les délégations sanitaires du Logone occidental, Logone Oriental, Moyen Chari et Mandoul par la dotation en médicaments, en moyens logistiques (motocyclettes) le financement des activités en faveur des populations affectées par la crise de la RCA. Pour la crise nigériane, un appui a été apporté aux districts de Bol, Bagassola et Liwa pour vacciner et traiter les populations touchées. Quatorze (14) caisses isothermes, 14 portes vaccins et 300 accumulateurs de froid ont été mis à la disposition du district de Bol.

Le pays a enregistré des épidémies de choléra en 2017 qui ont affecté les régions de Sila et de Salamat. L'UNICEF a intervenu dans la gestion de ces épidémies de choléra dans ces 2 régions en envoyant des kits choléra, de intrants WASH pour la prise en charge des cas, en appuyant les activités de communication et de prise en charge. A l'issue de l'épidémie dans la DSR de Sila (district de Goz Beida) 486 cas, 51 décès enregistrés, soit une létalité de 13% dans 34 villages. Dans le Salamat (district d'Am-Timan) 817 cas, 17 décès, soit une létalité de 4%. En outre, l'épidémie d'hépatite E qui sévissait dans le Salamat depuis 2016 a été maîtrisée avec 1452 cas dont 17 décès

D'autre part, 6 campagnes de vaccination contre la polio dont 3 nationales en réponse à l'épidémie de polio dans la région du Lac Tchad ont été organisées de façon synchronisée avec les pays voisins que sont la RCA, le Cameroun, le Nigeria et le Niger.

Pour la mise en œuvre des différentes activités, des accords de partenariat ont été signés avec des ONGs, notamment la CRT, IRC, Concern World Wide, ADES, etc.

**OUTPUT 5** Appui a la Sous Composante Sante

#### **Analytical Statement of Progress:**

La gestion de la composante santé est effective et l'assistance technique pour la mise en œuvre est optimisée. L'appui technique est fourni pour l'élaboration des différents documents de stratégies en matière de santé ainsi que le plaidoyers à travers les groupes de travail pour la prise en charge des priorités relatives à la santé de la mère et du nouveau née ainsi que le

renforcement du système de santé.

## **OUTPUT 6** Appui a la Composante CSD

### **Analytical Statement of Progress:**

En ligne avec le Plan National de Développement Sanitaire 2018-2021, la contribution au dialogue politique a été effective en particulier pour la validation du paquet minimum d'activité, du développement des différents documents de stratégies et de normes (PMA, PNDS, Santee communautaires, soins de nouveau-née, etc.). En outre, l'assistance technique a été fourni pour le développement de la soumission des proposals aux donateurs en particulier le Fonds Mondial et GAVI. Le partenariat a été renforcé à travers les cadres de concertations mis en place en particulier la réunion mensuelle des partenaires publiques et financiers et les cadres thématiques tels que Muscoka, surveillance épidémiologique. La fréquence des visites de suivi de la mise en œuvre des interventions conjointement avec les partenaires de mise en œuvre a été renforcée.

**OUTCOME 5** D'ici à fin 2021, les adolescents, femmes enceintes et allaitantes, mères et enfants de 0 à 5 ans utilisent d'avantage les services nutritionnels de qualité, et adoptent des pratiques adéquates de nutrition et d'alimentation.

### **Analytical Statement of Progress:**

Afin de renforcer l'accès à des services nutritionnels de qualité, l'UNICEF en étroite collaboration avec la Direction de la Nutrition et Technologie Alimentaire (DN TA) a étendu les activités de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. Ainsi, sur l'ensemble des 1652 zones de responsabilité fonctionnelles, 684 ont intégré les activités de nutrition dans le paquet minimum d'activités (PMA), soit un taux de couverture de 41% contre 75% ciblés pour l'année. Bien que la cible ne soit pas atteint du fait une mobilisation insuffisante de ressources et l'absence d'investissement domestique de la part du gouvernement, de plus en plus de formations sanitaires offrent des services nutritionnels. En effet, l'intégration de la PCIMAS dans les structures de sante connait une augmentation constante au cours de ces 5 dernières années passant de 498 en 2013 à 684 de nos jours soit un taux d'accroissement moyen annuel de 7.5%. Il faut noter que le passage à l'échelle de l'intégration des services nutrition dans les structures sanitaires est un processus continu avec une augmentation progressive du nombre de formation bénéficiant de l'appui de l'UNICEF. Par ailleurs, l'assistance technique et financière fournit pas l'UNICEF a contribué à étendre à travers la mise à jour du paquet minimum d'activité les interventions de nutrition disponibles dans les structures de santé avec la prise en compte de la supplémentation en Vitamine A, les activités de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la suivi de la croissance. De ce fait, le Tchad dispose d'un paquet préventif et curatif de nutrition intégré dans le paquet minium et complémentaires des formations sanitaires. C'est ainsi que le Tchad vient d'adopter son Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) budgétisé. Ce document est complété par la validation de la Stratégie Nationale sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) dont le plan de passage à l'échelle est en cours de finalisation. En ce qui a trait, à la lutte contre les carences en micronutriments, les résultats de l'enquête SMART montre que les régions de Wadi Fira, Ouaddai, Sila et Salamat ont les plus faible taux d'utilisation de sel

iodé. Ainsi, une étude qualitative pilote a été menée dans la région de Ouaddai qui est un des points d'entrée du sel non iodé en provenance du Soudan pour définir un cadre de collaboration avec les importateurs et les autorités administratives dans le renforcement de l'iodation du sel et l'application de la législation sur la production, distribution, commercialisation et consommation de sel au Tchad

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les femmes, adolescentes et mères ont des connaissances et une habilitation accrue pour recourir à des services de nutrition

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le domaine de la prévention de la malnutrition, les interventions en 2017 ont été menées de façon timide par certains partenaires ONG dans quelques zones (8 régions). Dans ces régions, selon les données de routine, seuls 43 centres de santé sur 638 (soit 7%) disposent de cellules de soutien à l'AME, et 58% (3180/5482) d'agents ou relais communautaires ont reçu une formation sur les actions essentielles de nutrition (AEN). Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de 2017 montrent que 60% des mères/gardiens d'enfants peuvent citer au moins 2 AEN.

Cependant, l'appui technique et financier de l'UNICEF a été crucial pour les progrès du volet de la prévention en vue d'une amélioration des pratiques d'allaitement et d'alimentation complémentaire ainsi que la demande de service par les femmes, adolescentes et mères d'enfants de moins de 5 ans. Les principales réalisations ont porté sur la finalisation et l'adoption politique de la Stratégie nationale dont le plan de passage à l'échelle est en cours d'élaboration. La stratégie donne des orientations claires sur les axes prioritaires pour les interventions en ANJE, parmi lesquels la promotion des connaissances et de l'adoption de pratiques favorables à l'ANJE à travers la communication. De même, les résultats de l'étude socio-anthropologique menée dans les 3 régions du Kanem, Mayo Kebbi Est et Ouest dans le cadre du projet inter-agence de production d'aliment de complément fortifié (Pro-Fort) ont également contribué à l'identification des canaux de communication les plus appropriés pour atteindre les gardiens d'enfants. A cet effet, des outils de communication notamment les boîtes à images sur les AEN, le dépistage de la malnutrition aiguë et le suivi de la croissance ont été finalisés et reproduites. Par ailleurs, la célébration de la SMAM a constitué le lancement d'une campagne de sensibilisation de masse sur les AEN qui sera appuyée par l'utilisation de supports médiatiques (spots radio/télévision et panneaux publicitaires) en cours de finalisation de même que des outils de gestion/suivi des interventions communautaires. En vue d'accompagner la mise en œuvre des activités ANJE, des partenariats sont en signature pour plusieurs régions avec des ONGs telles que World Vision, ASRAAD, CELIAF, AL NADJA, NDA, BASE, etc, de même qu'un APE avec le réseau des journalistes tchadiens pour la nutrition, et cela en plus des appuis directs aux structures étatiques (DSR, DS).

Conformément à l'axe 2 de la stratégie nationale ANJE relatif au renforcement des capacités des intervenants institutionnels et communautaires, la formation d'un pool de 13 formateurs nationaux a permis d'entamer celle des agents de santé sur le counseling en ANJE en cours dans 5 régions pour 178 prestataires. Ces derniers formeront à leur tour les relais et ASC de leur zone de responsabilité avec des modules élaborés à cet effet sur les AEN.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les structures sanitaires des régions d'interventions ont des capacités humaines et matérielles accrues leur permettant d'offrir des services preventifs et curatifs nutritionnels de qualité aux femmes, adolescentes et enfants de < de 5 ans

### **Analytical Statement of Progress:**

La seconde version du protocole national pour la prise en charge de la malnutrition aiguë au Tchad est disponible depuis Mai 2014. Suite à un processus de formation étagée mis en place par le Gouvernement du Tchad et l'UNICEF, plusieurs agents de santé ont été formés et/ou recyclés sur la PCIMA au cours de ces trois dernières années. Dans les zones d'intervention de l'UNICEF, 638 structures sanitaires disposent d'au moins un personnel formé sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère sur 1037 fonctionnels soit 60.7% sur un taux ciblé de 10% pour l'année 2017. Il faut noter que cette année la formation sur la PCIMA a été intensifiée à cause de l'urgence nutritionnelle dans la région de la Tandjile. Par ailleurs, 65% de structures de prise en charge, n'ont pas connu de ruptures (stock= 0) en ATPE pendant une semaine au cours de cette année. Bien que le nouveau système de gestion des intrants mis en place nous permette de mieux contrôler le flux des intrants, son impact sur la gestion quotidienne des intrants n'est pas encore visible. Il faut aussi noter que la rupture officiellement reconnue par l'Unicef était celle engendrée par un cyber attaque de notre principal transporteur maritime au mois de juillet 2017. La relance de l'IHAB (Initiative Hôpitaux Amis de Bébé) dans le pays concerne un 1er groupe de 13 hôpitaux dans 8 régions soit (12%) du total des hôpitaux (110) dans les 17 régions d'intervention. Le renforcement des capacités du personnel de maternité et pédiatrie de ces structures est en cours à travers la formation des agents de santé en counseling en ANJE.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les autorités nationales, régionales et locales disposent des capacités nécessaires pour élaborer les documents stratégiques et opérationnels en nutrition et planifier, budgétiser et coordonner les interventions en nutrition selon une approche basée sur les droits humains

### **Analytical Statement of Progress:**

Pour renforcer la communication et le partenariat, le cluster nutrition sous le leadership de l'UNICEF en collaboration avec la direction de la nutrition a favorisé une meilleure coordination de la réponse humanitaire au niveau national. Ainsi, 5 Comités Régionaux de Nutrition et d'Alimentation (CRNA) ont été installés pour renforcer les synergies multisectorielles au niveau des régionaux. Par ailleurs, ces plateformes ont été utilisées pour renforcer le lien entre urgences et développement à travers un suivi commun des activités dans ces régions. Sur le terrain, 17 sur 21 (soit 81%) délégations sanitaires régionales assurent au moins une réunion de coordination trimestrielle intégrant la nutrition et l'organisation des supervisions conjointes trimestrielles avec l'appui technique et financier de l'Unicef.

Afin de compléter les documents stratégiques en lien avec la nutrition suite à l'adoption de la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA), un Plan d'Action Intersectorielle de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) dont le développement technique et la budgétisation ont été entièrement appuyés par l'UNICEF. De plus la stratégie nationale pour l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE). En concertation avec les agences du système des nations unies et de l'OMS en particulier, le code de commercialisation des substituts du lait maternel a été développé et validé techniquement. Ledit document a été soumis au ministère de la santé pour son adoption politique. Suite à la mise en place du réseau des nations unies pour le SUN (Scaling Up Nutrition), des activités de plaidoyer ont contribué à renforcer les capacités des parlementaires, des réseaux des journalistes et des champions de la nutrition à mieux comprendre leur rôle et élaborer des plans d'actions qui seront suivi en 2018.

L'appui de l'UNICEF au Comité Technique Permanent de nutrition (CTPNA) et d'Alimentation et à la Direction de la nutrition et technologie Alimentaire (DNATA) à mettre en œuvre des activités de plaidoyer qui ont abouti à l'adoption technique du PAINA et la célébration de la semaine

mondiale sur l'allaitement maternel dont les activités ont été suspendues depuis 2012. La première réunion du Conseil National de Nutrition et Alimentation (CNNA) sous la présidence de du premier ministre a été un évènement majeur au Tchad marquant l'engagement Politique des hautes autorités pour l'atteinte des engagements mondiaux en nutrition comme les objectifs du Sommet mondial de la santé et les ODD

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, la DNTA, les démembrements du MSP et les ONG des zones ciblées ont les capacités accrues pour la préparation et la réponse nutritionnelles en situation d'urgence en faveur des femmes, adolescentes et enfants de moins de 5 ans

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de la réponse nutritionnelle en situation d'urgence, 17 campagnes de dépistages actifs de la malnutrition aigüe ont été organisées au niveau des régions qui accueillent les réfugiés, retournés et déplacés par les agents de santé communautaire. Les enfants dépistés malnutris ont été référés et pris en charge dans les différentes unités nutritionnelles. En début de l'année 12 campagnes de dépistages avaient été programmées, mais suite à la situation d'urgence surgie dans la Tandjile, plusieurs dépistages ont été réalisés dans cette région et dans les régions aux alentours et c'est ce qui a porté le chiffre à 17.

Le processus de mise en place du système de RapidSMS permettant d'assurer une promptitude et une complétude dans la transmission des données nutritionnelles a été entamé. A cet effet, 131 centres de santé au niveau de 5 districts sanitaires (soit 10% des districts sanitaires des régions d'interventions) ont été ciblés pour servir de sites pilotes. Néanmoins ce processus a connu du retard en raison du désistement du consultant qui devrait développer l'application qui servira de plateforme. Un nouveau consultant a été identifié pour ce travail et prendra service en début de l'année 2018.

Pour renforcer la surveillance nutritionnelle, une enquête nutritionnelle a été conduite dans les 23 régions que compte le pays en 2017. Les résultats de cette enquête montrent une détérioration de la situation nutritionnelle qui se matérialise par la persistance des taux élevés de malnutrition aigüe dans les 15 régions du pays. Globalement, la prévalence de la malnutrition aigüe a été estimée cette année à (13,9% dont 3,9% de sévères). La malnutrition chronique quant à elle a été estimée au niveau national à 32,4% (dont 12.2% de sévères).

**OUTPUT 5** Appui a la composante nutrition

**Analytical Statement of Progress:**

Au regard de la tendance à la hausse des niveaux de malnutrition des enfants au Tchad, en particulier la bande sahélienne, le programme a renforcé son accompagnement technique à travers la mise en place des ressources humaines complémentaires ainsi que le renforcement des visites programmatiques. En outre, une approche de programmation conjointe dans le cadre du PRO-FORT dans la bande sahélienne est en cours de mise en œuvre en vue de répondre durablement et de façon multisectorielle à la crise alimentaire et nutritionnelle.

**OUTCOME 6** D'ici a fin 2021 els femmes enceintes, les enfants et les adolescent(e)s utilisent des services équitables et conviviaux de qualité pour la prévention, la prise en charge et le



traitement du VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles et pour la santé reproductive et la violence basée sur le genre.

### **Analytical Statement of Progress:**

Le Tchad s'est inscrit dans l'objectif de la fin du sida en 2030 conformément aux orientations de l'ONUSIDA. C'est pourquoi l'année 2017 a été une année de réflexions stratégiques et de développement des outils de lutte contre le Sida permettant d'aller vers ces engagements., Après l'élaboration d'un nouveau Plan stratégique 2018-2022, le CNLS en collaboration avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers ont initié un processus d'élaboration d'un plan d'accélération 2018-2019.

Ce plan d'accélération qui aura une durée de 18 mois (Janvier 2018 à juin 2019) va cibler les huit (08) régions qui portent 72% du poids de l'épidémie du sida en nombre des PVV au Tchad à savoir N'Djamena, Logone Occidental, Moyen Chari, Tandjilé, Chari-Baguirmi, Lac, Hadjer – Lamis, et Guera.

Le réseau des parlementaires qui lutte contre le sida s'est doté d'un plan de plaidoyer pour l'accélération de la délégation des tâches dans tout le pays et la mise à échelle du traitement pour atteindre l'objectif des 90-90-90 en 2020. L'UNICEF a appuyé techniquement et financièrement le Bureau de la première Dame pour se doter d'un plan urbain de lutte contre le sida ciblant les femmes, les enfants et les adolescents, en particulier les filles. Le MSP a adopté des outils de collecte et de reportage des données désagrégées qui intégreront les enfants depuis 2018 dans le Système d'Information Sanitaire (SIS), le plan national sur l'ÉTME 2017 - 2022 a été élaboré et techniquement validé avec une déclinaison en 53 micro-plans de districts pour la même période.

Les principaux goulots en 2017 qui doivent être levés par la mise en œuvre de ces plans sont la dépendance de l'essentiel du financement de la réponse à un seul partenaire, le Fonds Mondial, associée à une diminution graduelle de la contribution de l'Etat, la faiblesse du système de santé, la non effectivité des recommandations de l'OMS sur « tester et traiter » et de la délégation des tâches, l'implication timide dans la santé communautaire, et le faible système d'approvisionnement des médicaments et intrants.

Cependant, malgré cette situation difficile et les mesures contraignantes imposées par le Fonds Mondial qui est le principal contributeur dans ce domaine, le Tchad a poursuivi sa courbe de progrès dans le dépistage et le traitement des malades du sida amorcée en 2014.

**Pour le Traitement antirétroviral :** Le nombre de PVVIH (adultes et enfants) sous ARV est passé de 32832 en 2012 à 44. 207 patients en 2016 et à 49202 en Septembre 2017. La couverture des PVV sous ARV est passée de 23,2% en 2014 à 40,2% en 2016 et à 62% en Septembre 2017.

**Pour la PTME, depuis** 2013, le Tchad a bénéficié de financement important du Fonds mondial et s'est inscrit dans une démarche d'accélération de l'élimination de la transmission du virus du sida de la mère à l'enfant (ÉTME). Cette démarche passe particulièrement par la gratuité des ARVs pour les PVVIH et les malades du sida, la mise à échelle de soins grâce à la planification décentralisée et la délégation des tâches au personnel paramédical. A ce jour, le nombre de femmes enceintes sous ARVs est passé de 13% en 2012 à 25% en 2014, à 39% en 2015, à 63% en 2016 au niveau national. La couverture en ARV maternels est de 72% au 3eme trimestre 2017 dans les 10 régions prioritaires,

**Chez les adolescents,** grâce au travail intersectoriel avec la communication pour le développement et au plaidoyer qui a suivi la campagne « ALL IN Adolescents », 471 pairs éducateurs actifs sur le terrain ont été formés et ont transmis l'information à plus de 550,000 adolescents sur le sida, les infections sexuellement transmissibles, les violences basées sur le genre, les risques liés aux mariages des enfants etc. La participation active des adolescents et

jeunes, y compris le réseau des adolescents vivant avec le VIH/SIDA a progressé grâce aux espaces de paroles et d'offre de services de consultations médicales et de dépistages des maladies développés dans les Centres d'animation culturelles (CLACs), les maisons des quartiers, les maisons des jeunes. Ces centres de jeunes ont permis de dépister 149,587 adolescents et jeunes de 15-24 ans et de mettre 693 nouveaux cas d'adolescents séropositifs sous traitement ARVs en 2017.

**Par contre, les résultats en matière de prise en charge du VIH/SDA chez les enfants** n'ont pas été reluisants, en particulier le dépistage précoce à cause des pannes techniques récurrents de quelques appareils de charge virale pour la DBS (Dry Blood spot) qui n'ont pas été fonctionnels pendant toute l'année. La prophylaxie ARVs est de 46% contre 72% chez leurs mamans. Le dépistage précoce a chuté de 44% en 2015 à 10% en 2016 et 7 % en 2017. Pour pallier à cette situation, une campagne de dépistage communautaire des enfants et des conjoints des PVVIH a été organisée en collaboration avec le Réseau national des Personnes vivant avec le VIH/ sida (RNTAP+) et a permis de dépister 1944 enfants de moins de 15 ans et de mettre sous ARVs 41 nouveaux cas. Chez les 15 ans et plus, 6466 ont été dépistés et 376 nouveaux cas de séropositifs sont sous ARVs.

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les femmes enceintes, allaitantes et en âge de procréer, les adolescentes et les adolescents ont des informations correctes et des capacités accrues pour recourir à la prévention, au dépistage et au traitement de VIH.

#### **Analytical Statement of Progress:**

En 2017, 450 sur 471 (95%) des pairs éducateurs formés à l'animation des groupes de pairs et à la Santé reproductive des adolescents y compris le VIH/SIDA, les infections sexuellement transmissibles et d'autres déterminants tels que les violences sexuelles, les mariages précoces, sont actifs sur le terrain. Grâce à l'animation de proximité axée sur le dialogue et le débat, ils ont transmis des informations à plus de 538,443 sur 799,242 jeunes et adolescents attendus (67%) dans les différentes structures de jeunes. Ils ont également développé avec les groupes de jeunes des activités d'animation culturelles sur le sida comme le théâtre participatif qui ont pu toucher des centaines de milliers d'adolescents, de femmes et d'hommes et les communautés. 390295 adolescents et jeunes ont reçu des conseils pré-tests et 149587 (38%) ont été dépistés en 2017 dont 693 nouveaux cas (0.4%) révélés séropositifs et mis au traitement ARV.

432 animateurs de santé communautaires a été formés et déployés dans les communautés pour offrir l'information aux femmes, aux jeunes et aux adolescents afin d'accroître la demande de services de Santé maternelle et infantile et en particulier de dépistage et de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans les districts de Larmanaye, Abougoudam, Bagasola et Sarh. Ces animateurs de santé communautaires intégrant la SMNI et le VIH/SIDA ont offert l'information de proximité à environ 55,000 dont. 33,000 femmes enceintes qui ont été référées aux Centres de soins pour se faire dépister du VIH dans leurs zones de responsabilités.

Les 100 Conseillers psycho-sociaux et 300 femmes et hommes champions poursuivent les visites à domicile et les conseils dans les services de santé pour soutenir psychologiquement et socialement les malades. Des groupes de paroles entreprises par les CPS ont l'effet d'établir un cadre de solidarité entre les PVVIH et de les guider, les rassurer pour qu'ils demeurent dans les soins et respectent les schémas thérapeutiques recommandés par le personnel soignant. 47 000 PVVIH ont bénéficié des services de CDV, avec le concours des CPS engagés dans

l'initiative du RNTAP+. Le RNTAP+ a contribué à offrir les services de soins et soutien à 16 475 (35%) sur 47,000 de ces membres sur la période de 2015-2017.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les structures socio-sanitaires ont des capacités humaines et matérielles accrues pour offrir des services conviviaux à haut impact de prévention, dépistage, pris en charge et traitement du VIH de qualité aux femmes, aux enfants et aux adolescents.

#### **Analytical Statement of Progress:**

**La couverture en PTME** est de 57% en 2017(799/1451) centres de soins offrant la CPN contre 52% en 2015 et 55% en 2016. La délégation des tâches pour la PTME couvre 82% des centres de santé dans les 10 régions prioritaires.

Les femmes sous TARVs sont passées de 63% en 2016 à 68% en Septembre 2017 au niveau national. En 2017, 51564/59740 femmes enceintes ont accepté le test 608/611 testées VIH+ mis TARVs, soit 99.5% dans les 10 régions.

Le pourcentage de femmes sous TARVs est de 68% en septembre 2017 et 7% dans les 13 régions qui ne bénéficient pas de financements du Fonds Mondial et qui tire les résultats vers le bas. Cette situation d'iniquité dans l'offre de services est en cours d'être adressée : une analyse des disparités entre les régions a été effectuée en Septembre 2017. Des interventions sont en cours dans le Sila, le Salamat, le Guera et le Batha. Elles continueront en 2018 dans le Kanem, Barh El Gazer et Hadja Alamis avec l'appui de l'UNICEF et de l'ONUSIDA.

**En Prise en charge pédiatrique du VIH**, le dépistage précoce était de 23,7 % (577/2430) en 2014, 9.5 % (368/3838) en 2015 et 9.8 % (152/1542) en 2016 et 7% (76/1094) en fin Septembre 2017 à cause des machines Dry Blood Spot(DBS) non fonctionnels. Pour pallier à cette lacune, les autorités nationales ont approuvé en mars 2017 l'approche « point of care, PoC ». Trois appareils pour le dosage de la charge virale sont acquis à Ndjamena, Moundou et Kélo pour expérimentation. La prophylaxie ARV chez les nouveaux nés est de 91.6% dans les 10 régions. Le dépistage des enfants se poursuit. Les données sur les enfants au niveau national ne sont pas disponibles. Le dépistage communautaire chez les dépendants des PVVIH a permis de détecter 41 enfants séropositifs sur 1994 testés (2.10%), 693/149587 jeunes et adolescents sont testés séropositifs dans les CLACs.

Plus de 2 millions de dollars américains a été investi dans les ARVs, les réactifs et intrants PTME/PEC dans les 10 régions prioritaires en 2017. Les 6 pools régionaux d'approvisionnement en intrants et les districts de santé utilisent le Système d'alerte précoce pour le suivi des intrants, ce qui limite les ruptures intempestives des ARVs.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les populations des communautés ciblées dans les régions prioritaires ont des connaissances accrues pour réduire la stigmatisation et discrimination des PVVIH et des OEV et soutiennent des mécanismes communautaires de solidarité.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Des documents stratégiques ont été élaborés. Le plan stratégique sur l'élimination de la transmission Mère-enfants 2017-2022 et 57 micro-plans de districts sur l'éTME 2017-2022 ont été techniquement validés. Un Plan stratégique national de lutte contre le sida 2018-2022 est développé et un plan d'accélération sur 18 mois. Ces deux documents accompagneront la note

conceptuelle de demande de financement 2019-2022 en cours de développement et qui sera transmis en Février 2018 au FM. Dans le cadre des soins pédiatrique et des adolescents, un document de stratégie sur la prévention et la prise en charge des adolescents a été élaboré ainsi qu'une note conceptuelle de plaidoyer sur le Point of care (PoC) et l'amélioration des tests de virologie et le dépistage des enfants. Les outils de collecte des données ont été revus et produits pour inclure les indicateurs sur les enfants et des adolescents dans le SIS du MSP des 2018. 132 cadres nationaux ont participé aux ateliers de planification, contribuant ainsi à renforcer leurs capacités techniques pour une réponse à l'épidémie du VIH/sida et de l'e-TME appropriée.

La formation de 365 prestataires (laborantins, sages-femmes, infirmiers, agents psychosociaux, agents communautaires) sur la PTME et la PECP, en particulier l'utilisation correcte du test de dépistage du VIH et de la collecte des échantillons par la DBS.

Les missions de coaching lors des nombreuses descentes de suivi/supervision dans les régions et les deux réunions bilans semestriels ont permis de renforcer les capacités de plus de 132 acteurs de terrain : équipe cadre des districts, des délégations et charges de suivi des interventions...

Le réseau des parlementaires a mobilisé les autorités administratives et les leaders communautaires sur l'ÉTME dans 18 des 23 régions du pays. Ils ont commandité une analyse de situation sur la délégation des tâches qui couvre actuellement 57% des 1456 centres de santé du pays et 82% des centres de santé des 10 régions prioritaires. L'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action des CLACs a facilité le renforcement de la prévention et le dépistage des jeunes et adolescents dans les structures d'encadrements communautaires et d'établir un lien de suivi médical par les centres de santé environnants. Plus de 2000 adolescents dépistés VIH + dont 639 en 2017 sont sous TARV grâce au dépistage dans les CLACS.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, le SE/ CNLS, ses démembrements, les services sociaux et les partenaires du VIH y compris les ONG des zones ciblées ont les capacités accrues de riposte contre le VIH en situation d'urgence.

#### **Analytical Statement of Progress:**

En leadership et coordination humanitaire, les équipes de l'UNICEF ont toujours participé activement aux évaluations multisectorielles dans les sites des déplacés et les camps de réfugiés à travers le pays et aux réunions des clusters, contribuant à mieux positionner le sida comme une urgence dans l'urgence.

Dans la région de l'Est, la mise en œuvre des activités de la PTME dans le cadre d'urgence humanitaire a permis de conseiller et de dépister 13044 femmes enceintes vues en CPN1. Sur 3748 dépistées, 304 sont mis sous TARVs.

2006 adultes sont sous ARVs dans les sites de déplacés du sud du pays dont 26 nouveaux cas en 2017 sur 617 testés (4%), 175 enfants identifiés séropositifs sont mis sous traitement ARV ; 22 942 jeunes/adolescents dont 3129 retournés ont été sensibilisés sur la prévention du VIH sur les sites des retournés ;

Dans la région du Lac ,2864 femmes enceintes ont été testées en situation humanitaire parmi lesquelles 124 sont séropositives et sous TARV, soit. 873 femmes (anciens et nouveaux cas) sous ART en situation humanitaire en fin novembre 2017. La séroprévalence chez les femmes enceintes dans la région du lac est de 4.2%. A l'accouchement les enfants sont systématiquement mis sous TARV.

Au total, 7239 femmes enceintes ont été dépistées et 1203 testées séropositives sont mis sous ARVs. Le nombre de femmes enceintes séropositives attendus étaient de 1215, soit un taux de

performances de 99% dans les camps de réfugiés et de déplacés. Ce taux reste en effet très limité pour les enfants. Il est de 45% (175 sur 388 attendus) et le système d'enregistrement des enfants n'est pas systématique. Cette situation est en passe d'être corrigée car la Direction des Statistiques sanitaires a revu les fiches et registres d'enregistrement pour inclure les enfants à partir de 2018.

Les régions humanitaires du sud et du Lac continueront à mériter une attention particulière en 2018, au vu de la situation épidémiologique qui y prévaut.

## **OUTPUT 5** Appui à la sous Composante VIH/SIDA

### **Analytical Statement of Progress:**

Les ressources financières sont passées de 2,027,000 USD en 2016 à 3,125,435USD en 2017 grâce particulièrement au Fonds mondial qui a financé 1,927,769USD en 2016 et, 2,958,145 en 2017, soit un accroissement de 985,376 USD (51%). Ce financement a permis de maintenir la progression des résultats et d'offrir des ARVs à 68% de femmes enceintes contre 63% en 2016 et 46% en 2015.

La mise en œuvre du HACT a permis de maintenir les DCT de plus de 6 mois à 0% pendant toute l'année. Les spots checks et visites programmatiques sont réalisés à 100%.

L'intersectorialité a été développée grâce aux projets communautaires dans 4 districts sanitaires d'Abougoudam, Larmanaye, Sarh et Bagasola. Ces interventions initiées dans le cadre de l'optimisation du traitement des femmes enceintes séropositives et de leur rétention sont étendues à la Santé maternelle et infantile, l'enregistrement des naissances, la scolarisation des enfants, la vaccination, la CPN et l'accouchement assisté et l'hygiène. En gestion de risque, l'UNICEF a assuré le leadership dans le plaidoyer pour le maintien de la gratuité des soins pour les malades du sida. L'UNICEF a mobilisé les autres acteurs (OMS, ONUSIDA, Coopération Française) pour plaider pour le maintien de la gratuité des ARVs. L'Etat a donc financé les ARVs en 2017 et a renégocié l'inversion des contreparties entre le Gouvernement qui financera désormais 33% des ARVs au lieu de 67% et le Fonds mondial qui apportera son appui à 67% au lieu de 33 % initialement prévu.

Avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, le réseau des parlementaires contre le sida s'est doté d'un plan de plaidoyer et a réalisé un état des lieux sur la délégation des tâches. Il travaille avec les autorités sanitaires pour rendre la délégation des tâches au personnel paramédical maximale et d'aller de 55% de centres de santé opérationnels qui font la délégation des tâches à 100% fin 2018 afin d'offrir plus de services aux femmes enceintes séropositives et à leurs enfants.

**OUTCOME 7** D'ici à fin 2021, les femmes et les enfants des zones ciblées en particulier les plus vulnérables et celles en situation d'urgence utilisent de façon accrue et durable les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et adoptent les bonnes pratiques d'hygiène pour prévenir les maladies.

### **Analytical Statement of Progress:**

Selon les données du dernier JMP publié en juillet 2017 qui a fixé la ligne de base des indicateurs des ODD pour l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène à 2015, il ressort que (i) le taux d'accès à l'eau potable est de 46%, (ii) le taux de défécation à l'air libre est de 68%, (iii) le taux d'accès à un assainissement de base est de 10% et enfin (iv) 6% de la population dispose d'un lave main avec l'eau et du savon. Ces données sont en recul par rapport aux données du MICS 2015 en raison de la nouvelle définition des indicateurs qui a fixé

la notion d'accès sécurisé à l'eau et à l'assainissement. Le taux de fin de défécation à l'air libre ne progresse pas assez vite et à ce rythme, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de zéro défécation à l'air libre en 2030, à savoir 1 million de tchadiens qui doivent arrêter la pratique de la défécation à l'air libre par an jusqu'à 2030.

L'année 2017 est la première du nouveau cycle et a été consacrée à renforcer nos connaissances et à construire sur des évidences :

- UNICEF et le gouvernement ont fait une analyse approfondie de l'approche ATPC au Tchad afin de comprendre les goulots d'étranglement. Il y a un manque d'harmonisation de l'approche.
- UNICEF a fait une étude de la fonctionnalité des ouvrages d'eau construits durant le cycle précédent. Seuls 20% des ouvrages sont parfaitement fonctionnels.
- UNICEF en collaboration avec ACF a fait l'étude des déterminants de la malnutrition au Kanem. L'absence de lavage des mains et de toilettes contribuent à la malnutrition.
- Suite à l'évaluation globale du programme WASH en 2016 où le Tchad faisait partie des 8 pays de l'étude de cas, il a été recommandé à UNICEF Tchad de revoir ses approches. Un arrêté du Ministère fixant les modalités de mise en œuvre des projets WASH intégrés en milieu rural sur base d'approches communautaires et d'activités post-FDAL a été développé.
- La stratégie WASH in School est en cours de développement.
- Un système de M&E du programme a été mis en place et un ATLAS sera développé pour valoriser les acquis du programme.
- Un modèle de gestion des PMH a été testé sur la base d'une approche de mutualisation des ressources et qui donne des résultats prometteurs permettant un passage à l'échelle.
- UNICEF a renforcé les capacités du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement avec les techniques de construction des barrages de sable, technique qui peut répondre au défi du changement climatique dans les zones arides dans le Ouaddaï, Wadi Fira.

En 2017, la contribution de l'UNICEF a permis à 139 364 personnes dont 31 887 femmes, 40 582 filles, 29 434 hommes et 37 461 garçons d'avoir nouvellement accès à l'eau potable, ce qui représente un accroissement de 1 %. En ce qui concerne l'assainissement 181 141 personnes dont 41 445 femmes, 52 748 filles, 38 257 hommes et 48 691 garçons ont eu nouvellement accès à un assainissement amélioré soit un accroissement de 1,3%. Seules 198 communautés sur les 256 qui ont été déclenchées ont atteint leur statut FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre) en 2017, ce qui représente 108 867 personnes qui vivent dans un environnement FDAL, soit un accroissement de 0,8 %.

Les résultats globaux des produits 4.1, 4.2 et 4.3 produits ont été atteints à plus de 80%. Cependant le Tchad fait toujours face à des défis sur la faible capacité du Ministère en charge de l'Eau à assurer un leadership efficace du secteur du fait de l'absence de coordination sectorielle qui prive le secteur des mécanismes de planification, de suivi et de plaidoyer pour une meilleure performance. UNICEF a appuyé le Ministère de l'Eau à participer à la réunion au haut sommet SWA en Avril et aussi le SUN pour le volet WASH in Nut en Octobre. Cependant, pour adresser ces goulots, Unicef en collaboration avec les partenaires techniques et financiers du secteur assure une coordination sectorielle qui permet à ce jour d'avoir une meilleure gestion de l'information et une synergie des interventions ainsi que de jouer un rôle de plaidoyer auprès du Gouvernement.

Pour l'extrait 4.4, l'année 2017 comme celle de 2016 a été fortement marquée par la réponse

aux urgences WASH dans la région du Lac et au Sud pour les crises avec conflit. Avec l'appui de l'UNICEF 114,430 personnes (26,182 femmes, 33,322 filles, 24 167 hommes et 30,759 garçons) sur les 268,000 ciblées ont été assistées avec un paquet d'interventions WASH. UNICEF a aussi contribué à la réponse aux épidémies de l'hépatite E et cholera à l'Est du Pays au Sila et Salamat et assiste plus de 50,000 personnes. La stratégie WASH in Nut du Tchad a été finalisée.

Les progrès sur l'effet 4 ont été réalisés grâce à l'appui financier de la Coopération Suisse, ECHO, US Fund, Canadian Natcom, Fonds thématiques WASH et pour les Urgences avec ECHO, SIDA, Japon et CERF.

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les populations, en particulier les femmes et les enfants dans les écoles et les formations sanitaires des zones ciblées en particulier les plus vulnérables ont d'avantage de connaissances et de motivation pour les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement

### **Analytical Statement of Progress:**

En 2017, 248 comités de gestion de points d'eau ont été formés et mis en place, 256 villages ont été déclenchés pour l'APTC (Assainissement Total Pilote par la Communautés) et 198 villages déclarés FDAL, ce qui représente 108 867 personnes qui vivent dans un environnement FDAL, soit un accroissement de 0,8 %. 223 villages, 45 sites de déplacés, 41 écoles et 29 centres de santé ont été sensibilisés à la promotion à l'hygiène.

Dans les 256 communautés ciblées, le taux de défécation à l'air libre est passé de 74% à 5%, et le taux relatif aux ménages qui disposent d'un lave main avec savon est passé de 10% à 75% selon les résultats des enquêtes CAP.

Afin de renforcer l'appropriation de la gestion des points d'eau par les communautés, UNICEF en partenariat avec le gouvernement a développé trois outils « Pompe Amie du Village » qui est un dialogue entre 2 sages pour expliquer aux enfants comment protéger et utiliser la pompe. Deux autres livrets ont été élaborés pour les artisans réparateurs pour la réparation des pompes à motricité et un autre pour les magasins de pièces détachées afin d'aider à la gestion des stocks.

Dans le cadre des activités en lien avec la pérennisation des services d'accès à l'eau, le mécanisme MPR (Médiation Patrimoniale par Réurrence) a été mis en place dans 2 régions Batha et Moyen Chari. Cette approche vise à développer un modèle de gestion pérenne avec (i) la mise en association des comités de gestion de points d'eau pour assurer la gestion des recettes et la maintenance des points d'eau, (ii) la mise en association des artisans réparateurs, (iii) la disponibilité d'un magasin de pièces détachées et (iv) la sécurisation des fonds avec Tigo Cash. Après 6 mois de fonctionnement nous constatons que le modèle sera viable si les ménages cotisent la somme de 300 CFA/mois pour couvrir les frais de maintenance annuelle d'une pompe à 400,000 CFA. De gros efforts doivent être fournis pour accompagner et suivre les communautés si ce modèle doit à passer à l'échelle. Des études technico-économiques doivent être approfondies afin de voir comment générer plus de recettes en analysant les cycles de rentrées financières des communautés ou en couplant la gestion des PMH aux Min-AEP solaires.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les écoles, les centres de santé/CNA et les villages dans les zones défavorisées des 10 régions de concentration et celles faisant face aux endémies (cholera, vers de Guinée...) et la malnutrition sévère disposent des systèmes d'adduction d'eau potable et des ouvrages d'hygiène et d'assainissement de qualité et de façon équitable

**Analytical Statement of Progress:**

En 2017, 256 villages ont bénéficié d'un système d'alimentation en eau potable (133 nouveaux forages, 8 mini-AEP, 82 points d'eau réhabilités et la construction de 1,500 filtres bio sable). Chacun de ces points d'eau a été testé pour vérifier la qualité sur le plan bactériologique physico-chimique. Les communautés qui ont été appuyées avec des infrastructures en eau, ont aussi été accompagnées avec les approches ATPC et le passage à l'échelle avec la construction de latrines familiales.

Ces réalisations ont permis à 137 224 personnes dont 31 397 femmes, 39 959 filles, 28 982 hommes et 36 886 garçons d'avoir nouvellement accès à l'eau potable, ce qui représente un accroissement de 1 %.

En ce qui concerne l'assainissement, 159 615 personnes dont 36 520 femmes, 46 480 filles, 33 711 hommes et 42 905 garçons ont eu nouvellement accès à un assainissement amélioré soit un accroissement de 1,3%.

Grace aux enquêtes CAP, l'on a pu mesurer les progrès réalisés entre le début et la fin des interventions. Ainsi, dans les 256 communautés ciblées, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 24% à 72%, et celui relatif à l'accès à une latrine améliorée est passé de 4% à 63%.

En 2017, le programme a limité le nombre de nouveaux ouvrages à construire au niveau des communautés et des institutions car les conditions ne sont pas encore réunies pour en assurer une gestion pérenne. En effet, il est nécessaire de renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre pour intégrer de façon plus systématique les approches communautaires pour garantir une meilleure appropriation et implication des communautés à l'utilisation et la maintenance des ouvrages.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les services techniques de l'Etat, les OSC, les PME ainsi que les collectivités ciblées ont d'avantage des connaissances et des ressources pour coordonner, planifier, budgéter et légiférer en faveur d'une extension des interventions pour promouvoir la qualité et la pérennité du service d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement.

**Analytical Statement of Progress:**

L'année 2017 a été consacrée à (i) analyser certains goulots d'étranglement qui limite la durabilité et la qualité des interventions, (ii) développer des nouvelles stratégies de mise en œuvre et (iii) renforcer les connaissances en matière de mesure d'atténuation au changement climatique:

- UNICEF et le gouvernement ont fait une analyse approfondie de l'approche ATPC au Tchad. Il ressort que le Tchad ne dispose pas d'un outil harmonisé et qu'il manque des compétences dans le domaine de la facilitation pour le déclenchement.
- UNICEF a fait une étude de la fonctionnalité des ouvrages d'eau construits durant le cycle précédent. Sur l'ensemble des 1,027 points d'eau du cycle 2012-2016 seuls 20% sont totalement fonctionnels.



- UNICEF avec ACF a fait l'étude des déterminants de la malnutrition au Kanem. L'absence de toilettes et de système de lavage des mains aggravent globalement la situation nutritionnelle des enfants.
- Sous le leadership de l'UNICEF, il a été élaboré une approche harmonisée des projets WASH en milieu rural. Un arrêté du Ministère fixant les modalités de mise en œuvre des projets WASH intégrés en milieu rural a été élaboré en Octobre 2017.
- La stratégie WASH in School est en cours de développement et en 2018 une analyse des goulots d'étranglement va permettre de mieux comprendre les freins au développement de l'intégration du volet WASH au niveau des écoles.
- Un système de M&E du programme WASH a été mis en place et il est possible d'évaluer l'impact des interventions.
- UNICEF à travers son programme WASH est en train de renforcer les capacités nationales pour développer de nouveaux systèmes de collecte d'eau de pluie, pour mieux gérer la ressource et faire face aux défis du changement climatique. UNICEF avec le gouvernement du Tchad va développer les techniques de barrage de sable dans les zones semi arides. A cette initiative s'ajoute celle de l'étude des recharges aquifères en partenariat avec l'Université de N'Djamena.
- Le Plan Stratégique National de l'Assainissement (PSNA) a été adopté par arrêté du 1<sup>er</sup> Ministre en Juin 2017 va permettre de développer la feuille de route de la fin de défection à l'air libre du Tchad en 2018.

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement a participé à la réunion au haut sommet du SWA à Washington. Les cadres du Ministère ainsi que les partenaires ONG ont participé aux fora internationaux suivants : réunion Abidjan sur l'alliance SUN, formation WASH in School à Ouagadougou, formation sur les barrages de sable au Kenya.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, le MSP, MH et les partenaires de WASH y compris les ONG des zones ciblées ont les capacités accrues de préparation et de réponse à des urgences en matière d'installation, d'approvisionnement en eau potable d'hygiène et d'assainissement.

#### **Analytical Statement of Progress:**

En 2017, le Tchad a continué à faire face aux urgences dans les régions de l'Est, au Sud et au Lac. En 2017, sur les 268,000 personnes ciblées dans le HAC, 114, 430 personnes ont été assistées avec un paquet d'interventions WASH. En raison de la salinité des eaux dans la région du Lac, on a pallié au problème d'accès à l'eau potable avec la construction des filtres bio-sables. Cette technique innovante pour le Tchad a été reprise par d'autres partenaires du cluster WASH mais nécessite encore une bonne communication autour de leur utilisation. Dans le cadre de cette activité, 4 jeunes en reddition ont pris part à une formation sur la réparation des pompes manuelles et ont appuyé les partenaires à la construction des filtres. Cette initiative a permis de renforcer leur réintégration au sein de leur communauté.

UNICEF a aussi contribué à la réponse aux épidémies de l'hépatite E et cholera à l'Est du Pays au Sila et Salamat et assiste plus de 50,000 personnes. Pour ces 2 épidémies, UNICEF a été en mesure de répondre de façon efficace avec la mise à disposition des intrants et des équipes de terrain pour assurer la riposte. Dans le cadre de l'épidémie de choléra, la géolocalisation des cas a permis de mieux analyser les contextes de transmission et avec les équipes mobiles d'intervenir le plus vite possible auprès des foyers atteints avec un paquet WASH d'activités. Des campagnes de sensibilisation à travers l'envoi de SMS, enquête à travers U-report et des jeux théâtraux ont été faites. Une bonne collaboration entre MSF, les autorités sanitaires, les acteurs WASH a permis de maîtriser les 2 foyers de cholera en moins de 6 semaines.

La stratégie WASH in Nut du Tchad a été finalisée et validée par le gouvernement et les 2 Clusters. En 2017, 2,514 couples enfants malnutris ont été assistés avec un paquet minimum WASH et 20 UNA équipes de points d'eau et de latrines. Cependant, il n'a pas été possible de mobiliser les fonds nécessaires pour assister les 33,000 enfants MAS cibles dans le HAC 2017.

Seuls 3 millions d'USD ont été mobilisés pour le HAC 2017 sur les 6,7 millions requis, soit un taux de 45%. Ce manque de financement en particulier pour la crise nutritionnelle, n'a permis d'atteindre que 40 % des cibles du HAC 2017. Quand a la réponse du cluster, elle n'a atteint que 35% du HRP 2017 avec 247,000 personnes assistées.

En tant que WASH cluster Lead, Unicef à travers ce programme WASH a assuré de façon régulière les activités du cluster. UNICEF est le lead du Groupe de Travail WIN (WASH in NUT) pour développer la stratégie WIN pour 2017.

## **OUTPUT 5** Appui a la Composante WASH

### **Analytical Statement of Progress:**

Les ressources financières sont passées de 10,759,550 USD en 2016 à 6,516,571 USD en 2017 soit une réduction de 42%. En 2017, l'apport de la Coopération Suisse représente 24%. Ce financement a permis de maintenir la progression des résultats. En effet, 9 associations des Comités de Gestion de Points d'Eau (5 dans le District sanitaire de Danamadji et 4 dans le District sanitaire de Yao) ont été créées dans le cadre du renforcement des capacités des communautés dans la gestion des ouvrages d'eau potable. Aussi, une étude rétrospective sur l'approche de la mise en œuvre de l'ATPC a été menée pour orienter les actions futures dans ce domaine.

Les apports financiers du GPE et du PREBAT ont permis d'assurer l'offre de service en matière d'eau potable dans plus de 100 écoles primaires à travers le pays.

La mise en œuvre du HACT a permis d'avoir des pourcentages de 104% en suivi programmatique et 116% en spot check. Par ailleurs, la section a maintenu les DCT de plus de 6 mois à moins de 1% en fin d'année.

L'inter-sectorialité a été développée dans les domaines de WASH in Nut avec la finalisation de la stratégie et de WASH in School dont la stratégie est en cours d'élaboration.

Dans le but d'harmoniser les méthodes d'intervention dans le secteur WASH, l'UNICEF, en collaboration avec le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement et les partenaires issus des Organisations de la Société Civile, ont élaboré un document pour la mise en œuvre du paquet complet WASH en milieu rural. Ce document a été validé par un arrêté du Ministère et servira dorénavant de référence pour les interventions dans ce secteur.

**OUTCOME 8** D'ici à fin 2021, les enfants d'âge préscolaire, scolaire, les adolescents et les jeunes les plus vulnérables des deux sexes, dans les 10 régions ciblées, utilisent davantage des services inclusifs d'éducation de qualité, en vue d'une amélioration des résultats de l'enseignement sanctionnés par une certification.

### **Analytical Statement of Progress:**

En 2107, un progrès a été observé au niveau de la scolarisation des filles au primaire. En effet, la proportion des filles qui ont achevé le cycle primaire a augmenté de 0.1 point au niveau national comparativement à l'année dernière. Ces résultats sont obtenus grâce aux différentes interventions des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) du secteur de l'Education, les Organisations de la Société Civile et les partenaires de mise en œuvre. Le programme a également contribué au renforcement de capacités des communautés afin d'avoir leur implication dans la gestion des écoles. Ainsi, la proportion des écoles disposant d'un comité de gestion formé pour encourager la scolarisation des enfants est passée de 36% en 2016 à 38% en 2017.

Pour l'année 2017, l'on note également la mobilisation de 238 leaders d'opinion et religieux autour de la scolarisation des filles ainsi que celle de 10,502 jeunes sur l'utilisation de la plateforme de discussions et de plaidoyer afin de faire entendre leurs voix sur les questions concernant la scolarisation des enfants.

En vue de désengorger les salles de classe pléthoriques et améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, le programme a construit et équipé, en 2017, 273 salles de classe supplémentaires ainsi que la distribution des matériels didactiques et ludiques, des manuels scolaires, des matériels sportifs au profit de 110,248 enfants dont 44,912 filles. Par ailleurs, 1,111 enseignants et 424 responsables scolaires ont bénéficié de renforcement de capacités contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité des enseignements dispensés.

Enfin, en collaboration avec la Direction de l'Analyse, des Statistiques et de la Prospective (DAPRO), il a été organisé une collecte des données sur les enfants qui étaient en dehors du système éducatif et qui sont retournés à l'école. Ainsi en 2017, 16,162 enfants dont 6,894 filles étaient retournés à l'école grâce aux interventions du projet de revitalisation de l'Education de base au Tchad (PREBAT) financé par le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) et la Fondation Education A Child (EAC). Les principales stratégies qui ont permis de ramener ces enfants à l'école étaient les constructions et l'équipement de salles de classe ; de latrines et point d'eaux ; la mise en place d'alimentation scolaire des mesures incitatives ainsi que la distribution des manuels et guides pédagogiques.

Enfin, dans le domaine du préscolaire, 2, 595 enfants dont 1,244 filles de 12 centres préscolaires de la ville de N'Djaména ont reçu du mobilier et des kits pour la petite enfance. En ce qui concerne la progression la scolarisation des enfants au niveau du préscolaire, selon le rapport de l'étude sur l'état des lieux du préscolaire effectuée en 2017 conjointement avec le Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale (MFPPESEN), seulement 1,73% d'enfants âgés de 3 à 5 ans accèdent à ce genre d'éducation soit une progression de 1.5 par rapport à l'année 2016. Par ailleurs, plus de 37% des centres préscolaire se trouvent dans la ville de N'Djaména. Il faut noter que l'indice de parité du taux brut de scolarisation au préscolaire est de 1,1. Ce qui explique que les filles sont plus scolarisées que les garçons.

Cependant, il reste bien entendu que certaines données qui devraient permettre de renseigner les indicateurs concernant les taux net de fréquentation au niveau du primaire, secondaire n'ont pas été rendus disponibles. Il est en de même pour l'indicateur qui concerne le taux d'enfants non scolarisés et qui ont l'âge de fréquenter le primaire ou bien le premier cycle du secondaire. Le pourcentage des enfants scolarisés en situation humanitaire est passé de 57% en 2016 à

65% en 2017, soit une progression de + 8%. Cette progression est la résultante des différentes interventions qui ont été réalisées par le programme éducation et ses partenaires de m

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les communautés, les parents, les jeunes et les enfants ont des connaissances et une habilitation accrues pour recourir aux services d'éducation de qualité et s'impliquer de façon effective dans l'approche communautaire inclusive de la question éducative

#### **Analytical Statement of Progress:**

En 2017, le programme éducation a mené des interventions qui ont permis de renforcer les capacités des communautés afin de recourir aux services d'éducation. Il s'agit, en particulier des activités de sensibilisation qui ont suscité la demande éducative au sein des communautés ciblées et ayant permis de scolariser 110,248 enfants dont 44,912 filles en 2107 contre 67 592 enfants dont 35 824 en 2016 . Le programme a également soutenu des activités de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale afin d'avoir un changement de comportement en faveur de l'éducation avec un accent particulier sur la scolarisation des filles qui a permis l'amélioration de l'indice de partie du taux d'achèvement de 0.1.

En partenariat avec des ONGs (COOPI, SECADEV et CDVT), le programme a appuyé le renforcement de capacités de 16 communautés affectées par la crise Nigeria+. Il s'agit des Activités Génératrices des Revenus (AGR) qui ont été développées autour des terrains de sport avec éclairage solaire. Par ailleurs, un mécanisme de paiement des subsides aux enseignants contractuels a été mis en place et a permis de payer 327 enseignants contractuels. Cette activité a été mise en œuvre en partenariat avec l'opérateur de la téléphonie mobile Tigo. Par contre, pour assurer la scolarisation et le maintien des filles à l'école, des activités de sensibilisation de proximité ont été menées conjointement avec les services déconcentrés du MENPC et des ONGs, à savoir le Secours Catholique et Développement (SECADEV), Cooperazione Internazionale (COOPI), le Comité de Développement du Volontariat au Tchad (CDVT) et World Vision Tchad (WVT).

Le programme a mis en œuvre un projet pilote de rénovation des écoles coraniques au Lac financé par le comité National Français. Par ailleurs, en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique et le Conseil Supérieur des Affaires Islamique (CSAI), il a été organisé un recensement des écoles coraniques dans la région du Lac durant lequel les leaders religieux et les représentants des communautés ont été sensibilisés et a permis d'identifier 7,351 enfants mouhadjirines encadrés par 779 maîtres coraniques dans 127 écoles. Enfin, la révision des curricula des écoles coraniques rénovées avec un programme de cinq ans a été aussi lancée. Ces différentes interventions éducatives ont été rendues possibles grâce aux financements, tels que le Partenariat Mondial pour l'Education (PME), CERF, le comité National Français, ECHO, gouvernement Japonais, Canadien, Norvégien, Education Cannot Wait, USA, etc.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les structures éducatives publiques et communautaires des régions de concentration ont des capacités humaines et matérielles accrues pour offrir des services éducatifs inclusifs de qualité aux enfants, adolescents et aux jeunes

#### **Analytical Statement of Progress:**

Le programme éducation, en appui au Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique, a amélioré l'offre scolaire surtout au niveau de l'enseignement primaire pour 110, 240

enfants dont 44,912 filles dans les régions d'intervention par la construction et l'équipement des infrastructures scolaires, l'acquisition et la distribution des matériels et des manuels scolaires, des matériels ludiques, sportifs scolaires et didactique aux élèves et aux enseignants , et des guides pédagogiques pour les enseignants et le renforcement de capacités de 1,111 enseignants et de 424 responsables scolaires.

Par ailleurs, sur les 165,990 enfants ciblés par la programme, 110,248 enfants dont 44,912 filles ont bénéficié de matériels scolaires composés essentiellement de sac d'écolier, cahiers, stylos à bille, règles, crayons, équerres, rapporteur et compas ; 40,794 enfants dont 17,371 filles ont reçus des supports didactiques indispensables à leur apprentissage et 42,471 enfants dont 17,892 filles ont bénéficié des matériels ludiques et sportifs leur offrant un appui psychosocial, favorisant le développement de leur bien-être et une cohabitation pacifique.

Environ 22,200 enfants sont mis dans un meilleur environnement physique d'apprentissage, à travers la construction de 370 salles de classe (97 espaces temporaires d'apprentissage) équipées en tables bancs ou des nattes pour les urgences humanitaires, des chaises et des bureaux pour les enseignants pour le primaire et 4 ateliers pour la formation des jeunes adolescents de l'éducation de base non formelle.

Pour maintenir les enfants et surtout les filles dans le système scolaire et leur permettre de bénéficier du maximum de temps scolaire requis, 36 latrines séparées, 5 points d'eaux et 6 terrains de sport avec éclairage solaire ont été construits.

Enfin, pour permettre à l'administration scolaire à mieux répondre aux besoins des enseignants et des élèves, 8 blocs administratifs sont construits.

Enfin et dans le sens de l'équité, 87 enseignants malentendants dont 15 femmes ont bénéficié de renforcement de capacités en techniques d'enseignement par les signes.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les autorités nationales, régionales et locales ont des connaissances et des capacités accrues pour planifier, coordonner, mettre en oeuvre, suivre et évaluer la mise en oeuvre du Plan Décennale de Développement de l'Education et de l'Alphabétisation (PDDEA), prenant en compte l'approche sur les droits humains.

### **Analytical Statement of Progress:**

Pour améliorer la gouvernance dans le secteur de l'Education, l'UNICEF a apporté un appui technique et financier au Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique, les organisation de la société civile et aux élèves qui ont contribué : i) à l'élaboration du Plan Intérimaire pour l'Education (PIET) pour la période 2018-2020, de la requête de financement du PRET soumise au Partenariat Mondial pour l'Education (PME/GPE) et au suivi du Plan de Réponse à l'Education au Tchad ii) le renforcement de capacités de 5 cadres des services centraux du ministère en politiques sectorielle de gestion de l'éducation et de 173 cadres des services déconcentrés du Ministère (DREN, IDEN, IPEP et leurs planificateurs) sur la coordination des activités éducatives d'urgence, la coordination du cluster, le suivi des enseignants et à la collecte des données d'urgence , iii) la formation d'une équipe nationale de 35 formateurs en appui psychosocial et cartographie des risques, dangers et catastrophes dans les écoles affectées par les urgences humanitaires qui a permis à 46,073 enfants au Lac d'être scolarisés dans un environnement sûr et protégé iv) le suivi de la mise en œuvre des activités éducatives par le Ministre de l'éducation nationale et de la promotion civique, son secrétaire d'état à l'éducation nationale et autres haut cadre du Ministère, v) réalisation d'une étude sur les écoles coraniques au Tchad et l'exoration d'un curricula avec un programme d'enseignement de 5 ans pour la rénovation des écoles coraniques, vi) partenariat et renforcement de capacité des organisation de la société civile ayant permis le renforcement de capacités des Associations des Parents d'Elèves en vue de leur implication dans l'entretien des salles de

classe et la gestion de l'école. Il faut signaler que 570 membres des comités d'entretien ont été formés et 37 salles de classe ont été construites durant l'année 2017 par les communautés dans le Guéra et le Sila avec l'accompagnement technique des ONGs, à savoir l'Association de Développement Économique et Social (ADES) et l'Association des Témoins des Urgences et des Actions de Développement (ATURAD). Enfin, le guide d'entretien des salles de classe par les Associations des Parents d'Élèves (APE) a été également mis à jour. Un appui financier a été fourni au système statique ayant permis de collecter les données manquantes pour la période 2016.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, les acteurs gouvernementaux, les communautés et les ONG, au niveau central et dans les zones ciblées, ont des capacités accrues pour la préparation et la réponse coordonnée aux besoins d'éducation inclusive en situation d'urgence, en lien avec les normes INEE

#### **Analytical Statement of Progress:**

Pour répondre aux urgences humanitaires liées aux mouvements de population engendrés par la crise centrafricaine et celle du Nigeria+, le programme éducation a appuyé le Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique dans le renforcement des capacités du personnel d'encadrement des enfants affectés par les crises humanitaires ; le développement et la mise en œuvre des activités de renforcement des connaissances et compétences de vie courante identifiées avec les communautés ; la construction et l'équipement des infrastructures scolaires d'urgence ; l'acquisition et la distribution des fournitures, manuels scolaires, matériel ludique, sportif et didactique aux élèves et aux enseignants en situation d'urgence et le renforcement de la coordination des réponse éducatives à travers le cluster.

A cet effet, 107,469 enfants affectés par les crises humanitaires ont bénéficié de la distribution des matériels scolaires composés essentiellement de sac d'écolier, cahiers, stylos à bille, règles, crayons, équerres, rapporteur et compas ; 86,400 enfants ont bénéficié d'une couverture en appui psychosocial de 769 enseignants formés par une équipe de 35 formateurs du niveau central composés des cadres de la direction de la formation des enseignants (DFE), la direction de l'enseignement primaires, les écoles normales d'instituteur, les inspecteurs pédagogique de l'enseignement primaire, et des staff des ONG nationales et internationales ; et 22,777 enfants ont nouvellement eu accès à l'éducation grâce à la construction des 176 salles de classe dont 110 espaces temporaires d'apprentissage.

4,944 filles adolescentes de 10 -17 ans ont reçu de kits d'hygiène ; 18,953 élèves ont été déparasités ; 743 enseignants sont formés sur les compétences de la vie courante et 1,111 formés sur l'éducation à la paix y compris la gestion de conflit, la réduction des risques de conflits et catastrophes, la culture de la paix et la cohésion sociale et 190 sont formés sur la prévention de la violence basée sur le genre; 424 cadres du Ministère de l'Education sont formés sur la planification de contingences pour les zones à risque et 173 (DREN, IDEN, IPEP et leurs planificateurs) sont formés sur la coordination des activités éducatives d'urgence, la coordination du cluster, le suivi des enseignants et les données d'urgence ; et 26 parents d'élèves formés sur les activités génératrices de revenus pour la prise en charge des subsides des enseignants.

**OUTPUT 5** Appui technique efficace et efficient

#### **Analytical Statement of Progress:**

Pour l'année 2017, d'une manière globale le taux de mobilisation financière du programme est de 96%. Cependant, par rapport au urgences humanitaire, l'année a été marquée par un gap de financement d'environ 35%.

Ce niveau de financement aux financements, a permis l'amélioration de la proportion des filles qui ont achevé le cycle primaire de 0.1 point comparativement à l'année dernière et le pourcentage des enfants scolarisés en situation humanitaire est passé de 57% en 2016 à 65% en 2017, soit une progression de + 8%.

Ces résultats sont le fruit des différentes interventions qui ont été réalisées par le programme éducation et ses partenaires de mise en œuvre avec le financement des bailleurs tels que le Partenariat Mondial pour l'Education (PME), CERF, le comité National Français, ECHO, gouvernement Japonais, Canadien, Norvégien, Education Cannot Wait, USA, etc.

**OUTCOME 9** D'ici à fin 2021, Les femmes, les enfants, les adolescents, notamment les plus vulnérables utilisent davantage les services publics de protection de qualité (état civil, Justice juvénile, et Assistance sociale)

#### **Analytical Statement of Progress:**

L'année 2017 aura été riche en événements allant dans le sens de contribuer à l'effet d'accroître l'utilisation des services publics de protection de qualité de la part des femmes et des enfants au Tchad. Sur ce chemin il convient de citer entre autres les engagements concrets du Gouvernement et des autorités traditionnelles dans la lutte contre le mariage des enfants et des mutilations génitales. La dynamique favorable à l'éradication de ce phénomène néfaste à la santé de la fille continue à travers la mise en œuvre de la feuille de route sur le mariage d'enfant et les mutilations génitales d'une part et l'application de la loi no 029 du 21 juillet 2017 d'autre part. Une évolution positive est perceptible sur le chemin d'une réforme en profondeur de l'État civil aux fins de garantir. En effet notre plaidoyer a permis de réaliser l'évaluation globale du système d'état civil et des statistiques au Tchad. Ceci est le gage de la refonte et de la mise en place d'un système assez solide pour enregistrer des faits d'état civil comme la naissance, le mariage et le divorce, les décès et les causes de décès dans les Pays Africains. Suite à l'adoption de la stratégie nationale de justice pour enfant y compris avec son plan de mise en œuvre 2016. Nous avons travaillé à faire émerger une justice sensible aux spécificités des enfants auteurs, témoins et victimes en conformité avec les standards internationaux en la matière. Au plan de la réponse aux urgences des réponses adéquates ont été apportées en faveur des différentes catégories d'enfants que sont les enfants non accompagnés, les enfants associés aux forces et groupes armés, leur permettant ainsi de jouir de leur Droits à la protection en conformité avec les standards minimums pour la protection des enfants dans l'intervention humanitaire.

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les communautés, les familles, les filles et les garçons dans les régions ciblées ont davantage l'autorité, la capacité et la motivation de se protéger contre le mariage et l'excision

#### **Analytical Statement of Progress:**

Suite à la promulgation de la loi n0 029 du 21 juillet 2015 portant interdiction du mariage d'enfant et l'adoption de la feuille nationale de lutte contre le mariage d'enfants et les mutilations génitales, un accent particulier a été mis sur la sensibilisation aux fins de l'élimination de ces

pratiques préjudiciables à la santé des filles. C'est ainsi que les comités de protection de l'Enfant créés et ou renforcés. L'on a aussi réalisé, 45 séances de causeries éducatives/dialogues communautaires à l'endroit des leaders traditionnels, religieux, notables, jeunes, membres des associations féminines. Ces acteurs clés déclarent et documentent les cas dans leurs cantons et villages. En outre, 5 radios locales renforcées diffusent des messages et animent des émissions radiodiffusées sur la problématique. A ce jour au moins 80% des populations ciblées ont été informées sur les risques du mariage d'enfants, l'excision et la promotion de la scolarisation des enfants. La persistance des pesanteurs socio-culturelles continue à être le principal goulot d'étranglement sur le chemin de comportement en faveur des normes sociales positives aux fins de mettre fin au mariage d'enfant et aux mutilations génitales féminines. Par ailleurs, la coordination de l'ensemble des acteurs engagés autour de la mise en œuvre de la feuille de route sur le mariage d'enfant n'a pas permis de maximiser l'impact des interventions sur la protection des enfants en général contre le mariage des enfants et les mutilations génitales en particulier.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, le Gouvernement, les partenaires y compris les communautés et les enfants eux-mêmes disposent des ressources humaines, matérielles et infrastructurelles pour offrir des (1) des services d'enregistrement des naissances performants accessibles avec des données statistiques fiables (2) et une justice sensible à la spécificité des enfants et (3) des mécanismes communautaires de protection contre le mariage d'enfants.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la stratégie nationale de Justice pour l'Enfant adoptée en Juin 2016, le programme Protection a contribué au renforcement des services de protection en faveur des enfants privés d'environnement protecteur en famille à travers la réhabilitation des bâtiments du Centre Espoir pour l'Enfance de Koundoul, son équipement et le renforcement des capacités de 20 travailleurs sociaux en droits et protection de l'enfant. Ce centre permettra d'offrir un cadre de prise en charge des victimes de mariage d'enfant, les enfants en situation de rue, les enfants en conflit et en contact avec la loi. Les aménagements de ces locaux ont été poursuivis pour y ajouter une extension servant d'espace « ami d'enfant » où les enfants en conflit et/ou en contact avec la loi auront des activités récréatives pendant les heures où ils seront écoutés par les travailleurs sociaux. Par ailleurs, un système de suivi est mis en place pour le suivi de la situation des enfants en contact et en conflit avec la loi, qu'ils soient témoins, victimes ou auteurs. La base de données en place est régulièrement mise à jour. Dans le cadre de l'offre de service d'enregistrement des faits d'état civil plus de 30,000 naissances ont été enregistrées dans la région du Batha en conformité avec les dispositions légales en la matière au Tchad.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, le Gouvernement et les partenaires de protection de l'enfant sont davantage engagés et capables de légiférer, planifier et budgétiser en faveur des interventions destinés à prévenir ou répondre au mariage des enfants à l'excision pour une justice sensible à la spécificité des enfants, l'enregistrement des naissances.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre du renforcement de l'environnement protecteur en faveur de l'Enfant, le Programme Protection a poursuivi son plaidoyer qui a abouti à l'évaluation globale du système



et des statistiques d'état civil au Tchad en partenariat avec l'Union Européenne et le HCR. Les résultats de cette évaluation sont utilisés pour la mobilisation des partenaires autour de l'Etat Civil au Tchad y compris les statistiques y relatives. Par ailleurs, le programme a appuyé le Ministère de la justice conjointement avec le comité interministériel de suivi des conventions internationales pour la réactualisation et la validation des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, et 5<sup>e</sup> rapports périodiques de la CDE en y ajoutant le 6<sup>e</sup> rapport pour envoi au Comité des droits de l'enfant permettant ainsi au Gouvernement de respecter ses engagements internationaux en la matière. L'appui au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de Justice pour Enfant a permis un positionnement stratégique de l'UNICEF autour de la mise en place d'un système de justice sensible à la spécificité de l'Enfant au Tchad. Les négociations actuelles en cours avec l'Union européenne à travers le PRAJUST II en constitue une illustration éloquent. C'est ce partenariat qui a permis l'intégration des aspects de justice pour enfant dans la Politique Sectorielle qui vient d'être adoptée par le Gouvernement avec l'appui de l'Union Européenne.

**OUTPUT 4** D'ici 2021, le Gouvernement et ses partenaires y compris les ONG et les communautés fournissent des services de protection de l'enfant dans les situations d'urgence conformément aux standards minima en la matière.

### **Analytical Statement of Progress:**

L'année 2017 a été marquée par une accalmie dans les différentes zones affectées par la crise humanitaire. Peu de mouvements de population et d'enregistrements d'enfants séparés et non accompagnés. En réponse à la crise Centrafricaine, 17,300 enfants (8780 G/ 8520 F) ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale, ainsi que la prise en charge de 486 Enfants (282 G/204 F) séparés et non accompagnés dans les familles d'accueils. 16 enfants ont été réunifiés à leurs familles biologiques. continuation de la mise en place d'un système de protection dans les zones d'urgence. l'UNICEF s'est engagé dans un projet multi sectoriel de transferts monétaires à usages multiples dans le but de couvrir les dépenses minimales des familles, avec les agences: PAM, FAO, UNCHR, UNFPA. Ainsi la protection accompagnera ce processus dans la prévention et la réduction des risques liés à la vulnérabilité des populations en particulier les enfants. Dans la Région du Lac, les activités de prise en charge psychosociale ont permis d'atteindre 6,014 enfants (1573 G/4441 F), d'assurer une prise en charge de 327 enfants séparés et non accompagnés (201 G/126 F) et permis à 51 enfants d'être réunifiés. Les activités liées à la prévention et la réponse au GBV continue à travers les séances de sensibilisation dans les communautés ainsi que par la prise en charge des adolescentes dans les sites. Le renforcement de capacités sur le GBV IMS a permis le rapportage de 24 cas dans le Sud. Toutefois de gros efforts restent à fournir dans l'identification des cas et leurs suivis. Le centre de transit de Bol est toujours opérationnel et a permis de prendre en charge 14 enfants (11G/3F) soupçonnés d'association aux forces et groupes armées avant leurs réunifications familiales et réintégrations communautaires

Dans le cadre sui suivi de la protection des enfants et du suivi du plan d'action de sortie du MRM, la formation des militaires a permis de renforcer les capacités de 450 officiers et sous-officiers, et la création de 3 cellules de protection de l'enfant dans les troupes de mission de la Paix.

Le renforcement des mécanismes communautaires est une stratégie pour permettre le soutien et suivi des enfants ainsi que l'appropriation et responsabilisation par les communautés elles-mêmes. Ainsi plus de 26 mécanismes communautaires de protection sont en place dans le Sud et le Lac et ont permis de faire bénéficier de la protection à 48,007 personnes (17741H, 30266 F). Leurs interventions sont axes sur la sensibilisation des communautés sur la protection des enfants, suivi des enfants placés dans les familles ainsi que les cas rapportés de VBG et

mariage d'enfants.

Dans le cadre de l'Education aux risques des mines, les activités se sont essentiellement focalisés dans la région du Lac avec le développement de nouveaux outils de communication adaptés au contexte et à la crise et de séances de sensibilisation ayant permis de toucher 27,384 personnes (15,492 H/11892 F) sur les risques liés aux engins explosifs et restes de guerre.

## **OUTPUT 5** Appui a la Composante Protection

### **Analytical Statement of Progress:**

La mise en œuvre du programme a été soutenue par un appui technique et une coordination efficaces. US\$ 838,240 ont été allouée aux salaires des staffs et des consultants dont plus de la moitié proviennent des fonds thématiques et une partie des fonds japonais. Ces fonds ont permis, dans la région du Lac et au Sud du pays, de poursuivre le renforcement des capacités de tous les acteurs intervenants dans le secteur des urgences pour une gestion coordonnée, appropriée et différenciée des besoins des enfants non accompagnés et séparés, grâce aux différents espaces amis des enfants et au CTO mis en place. Les fonds RR ont aidé le programme à faire un progrès vers l'atteinte des résultats en termes de renforcement de la coordination et des services en faveur d'une justice respectant les standards en la matière, le renforcement des mécanismes de protection de l'enfant contre les pratiques traditionnelles néfastes dans les régions ciblées. Une amorce d'une mise en œuvre de l'intersectorialité a été engagée autour de la lutte contre le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines et la scolarisation des filles. Cette approche mérite d'être renforcée.

Les visites programmatiques et les spots checks ont également été réalisés à 100%.

**OUTCOME 10** D'ici à fin 2021, le Gouvernement utilise davantage des connaissances améliorées sur la situation des filles et des garçons, notamment les plus défavorisés dans les prises de décision et met en oeuvre, des politiques et stratégies de développement inclusives avec la participation des jeunes et adolescent(e)s

### **Analytical Statement of Progress:**

Le pays dispose d'une meilleure connaissance de la situation de pauvreté et de la vulnérabilité des enfants sur la base des données de l'étude sur la pauvreté multidimensionnelle et la vulnérabilité ainsi que les données du rapport de l'enquête EDS-MICS 2014-2015. Ces données ont été prises en compte dans le Plan National de Développement (PND) 2017-2021 et l'UNDAF 2017-2021. L'enquête MICS 6 prévue initialement en 2017 débutera en 2018. A cet effet, des ateliers notamment de validation des questionnaires et d'élaboration des documents techniques de l'enquête ont été réalisés. La Stratégie nationale de protection sociale 2016-2020 adopté par le Gouvernement en 2015 est mise en œuvre à travers le projet filets sociaux financé par la Banque Mondiale qui touche 6 200 ménages pauvres et vulnérables, soit environ 31 000 enfants. Par ailleurs, un renforcement des capacités en protection sociale des acteurs clés au niveau central et décentralisé a été réalisé en collaboration avec le Ministère en charge du Plan, la FAO et la Banque Mondiale en vue d'améliorer entre autres la coordination des politiques et des programmes au Tchad et la coordination entre les institutions et les acteurs engagés dans la protection sociale. Une séance d'information des parlementaires sur la stratégie nationale de protection sociale a été faite en vue d'un fort engagement de leur part

dans le financement public des programmes et projets des transferts sociaux. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2017-2021, de nombreuses faiblesses ont été identifiées dans le ciblage des pauvres et des plus vulnérables particulièrement des enfants dans les allocations budgétaires. C'est dans ce cadre qu'une étude sur la budgétisation sociale a été réalisée avec l'appui du bureau de pays afin de contribuer à l'amélioration de la budgétisation sociale au Tchad et donc à un meilleur ciblage des enfants dans les allocations budgétaires. Il en est de même du lancement de l'étude sur l'impact de la baisse du prix du pétrole sur le bien-être des enfants au Tchad qui permettra d'avoir une connaissance réelle de l'effet sur les enfants de la crise économique et financière que traverse le pays depuis deux années suite à la chute des recettes pétrolières qui constituent environ 70% des ressources de l'Etat. Il existe un plan de réduction des risques et un plan de préparation aux urgences 2015-2020. Le plan national de contingence multirisque a été adopté en octobre 2017 par le Gouvernement. Les principales réponses à apporter par ce plan prend en compte les principaux engagements en faveur des enfants notamment pour l'accès aux services de base à savoir la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que l'éducation et le respect des standards internationaux de protection de l'enfant. Un de défis dans le domaine de l'urgence reste le renforcement des capacités nationales et communautaires en réduction des risques et catastrophes.

**OUTPUT 1** D'ici à fin 2021, les enfants, les jeunes et adolescents ont davantage de connaissances et d'habilitation sur leurs droits en vue d'influencer les décisions sur les politiques de développement.

#### **Analytical Statement of Progress:**

En conformité avec la stratégie d'engagement des jeunes développée par le bureau pays en 2017, la section communication a renforcé ses partenariats et appui aux organisations et structures d'encadrement des jeunes afin d'accroître les connaissances et habilitations des jeunes sur leurs droits en vue d'influencer les décisions ayant un impact sur leur vie. Plus de 3.700 jeunes ont été formés sur leurs droits et les techniques de plaidoyer et mobilisation, parmi lesquels 2.962 se sont directement engagés dans les activités de sensibilisation et mobilisation sociale. Les nouvelles plateformes de plaidoyer et mobilisation établies ont favorisé le lien direct entre formation et engagement concret des jeunes. Des initiatives pilotes d'engagement communautaires tels que les change-makers et incubateurs, ont résulté dans la mise en œuvre et l'appui à 15 plans d'action et 10 projets d'entrepreneuriat développés et gérés par les jeunes, contribuant à changer les perceptions des jeunes et de la communauté elle-même quant à la contribution des jeunes au développement de leur communauté. Avec U-Report, la consolidation de la coordination nationale et le développement d'un réseau de clubs régionaux et sous régionaux comptant plus de 2.624 membres a permis un accroissement de 600% du recrutement de U-Reporters en 3 mois et un taux de réponse accru aux sondages. Le partenariat avec les structures d'encadrement des jeunes a par ailleurs soutenu la tenue régulière de 72 rencontres de plaidoyer entre jeunes et leaders sur la base des résultats des sondages U-Report, créant ainsi un continuum entre expression des jeunes et plaidoyer actif envers les autorités. Le partenariat avec les structures d'encadrement des jeunes a d'autre part aidé à renforcer l'offre d'outils dédiés de sensibilisation et plaidoyer pour les jeunes et par les jeunes. Plus de 9.000 projections ciné-clubs suivi de débats et représentations de théâtres forum ont ouvert des opportunités concrètes de sensibilisation et dialogue communautaire, plus particulièrement intergénérationnel. Plus de 196 émissions de jeunes reporters ont été produites et diffusées hebdomadairement dans les radios communautaires de 8 régions, en plus des 102 émissions consacrées aux thématiques de la santé et prévention du VIH produites

et diffusées avec les jeunes dans 23 radios communautaires. Les initiatives numériques ont également contribué à offrir de nouveaux outils d'expression et de plaidoyer, tel que la production de vidéos sur les thématiques clés de la jeunesse ou la cartographie numérique. En termes de plaidoyer, la synergie d'action entre jeunes et leaders a été renforcée grâce au partenariat avec le REPOD et l'action conjointe entre REPOD et enfants parlementaires. Les influenceurs ont d'autre part été mobilisés à travers la création d'un réseau de Star Amis des Enfants comptant 17 artistes et personnalités publiques prenant un engagement clair pour la promotion des droits de l'enfance. Au total, plus de 500.000 jeunes ont été touchés par les activités engagées.

**OUTPUT 2** D'ici à fin 2021, les acteurs étatiques et de la société civile disposent des informations descriptives et analytiques (quantitatives et qualitatives) mises à jour sur la vulnérabilité et les différentes formes de disparité (socio-économique, genre, géographique et marginale).

**Analytical Statement of Progress:**

Le rapport final de l'enquête EDS-MICS 2014-2015 est disponible et partagé. Le rapport final sur la situation des enfants et des adolescents (SITAN) est validé et disponible. Les points focaux TchadInfo (adaptation de DevInfo) et du Plan National de Développement (PND) ont été formés aux modules utilisateur et administrateur de DevInfo 6.1. La base de données Tchadinfo a été mise à jour avec les données sectorielles, notamment de la météo, de l'enseignement supérieur, de l'hydraulique et des données issues de l'enquête EDS-MICS 2014-2015. Il reste la mise en ligne de la base de données qui devra être accessible à partir du site de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Économiques et Démographiques (INSEED). La préparation de l'enquête MICS 6 est en cours avec la validation des questionnaires et la mise à disposition de l'INSEED des équipements nécessaires à la collecte des données d'ici 2018. En collaboration avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, le bureau a participé au test du questionnaire pour recueillir des données sur les bénéficiaires potentiels des transferts sociaux. Les données recueillies serviront à alimenter une base de données en cours de développement.

**OUTPUT 3** D'ici à fin 2021, les acteurs aux niveaux central et local ont des capacités accrues pour conduire les processus de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes prenant en compte les droits de l'enfant.

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de la décentralisation, un appui technique et financier a été donné aux Comités d'Actions régionaux (CRA) du Guera et du Salamat et aux conseillers communaux de Mongo et d'Am-timan pour l'élaboration des plans de développement régionaux (PDR) et des plans de développement communaux (PDC) mettant en exergue les droits de l'enfant notamment les plus défavorisés. Les rapports diagnostics des régions du Salamat et du Guera et des communes de Mongo et d'Am-timan sont disponibles. Des missions de suivi ont été réalisées dans les communes de Benoye et Moundou et auprès du CRA du Logone occidental pour appuyer la mise en œuvre des Plans de développement communaux et le Plan de Développement Régional du Logone Occidental. Un appui technique et financier a également été donné au Ministère des Finances et du Budget pour l'organisation de l'atelier de validation des outils de formation sur les Cadres des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sectoriel et la budgétisation en mode programme. En ce qui concerne l'état des lieux sur la budgétisation

sociale, le rapport final a été validé et partagé. Un atelier sur le renforcement des capacités en protection sociale a été organisé aux bénéficiaires des acteurs clés du niveau central à N'Djamena et au niveau décentralisé à Moundou pour les cinq régions du Sud. Le mécanisme de coordination et de suivi de la Stratégie nationale de protection sociale est mis en place en septembre 2017. Il reste à engager des actions en 2018 afin de le rendre fonctionnel. Les capacités du staff au niveau des bureaux de zone et du niveau central ont été renforcées en gestion axée sur les résultats, en planification et en approche harmonisée de gestion des fonds. Ce renforcement des capacités des partenaires se poursuivra pendant l'année 2018.

**OUTPUT 4** D'ici à fin 2021, les acteurs gouvernementaux au niveau central et local, sont davantage aptes à générer des évidences sur les situations d'urgence.

#### **Analytical Statement of Progress:**

Les membres des Comités Régionaux d'Action du (Guera et du Salamat) ont des connaissances accrues sur les situations d'urgence et humanitaire. Ces connaissances leurs ont permis de prendre en compte les aspects urgence dans la phase diagnostique de l'élaboration des plans de développement communaux et régionaux du Salamat et du Guera. Un appui à la validation des questionnaires de MICS 6 a été apporté aux sections et bureaux de zone afin de tirer les évidences en termes de réponse à la situation humanitaire.

**OUTPUT 5** Appui Technique SPPME

#### **Analytical Statement of Progress:**

En terme de staffing, l'inclusion sociale ne dispose pas toujours d'un PME ce qui rend lourd le processus de planification, malgré que certaines activités sont menées conjointement avec la coordination du programme; notamment le HACT, PCA et Insight.

### **Document Center**

#### **Evaluation and Research**

<b>Title</b>	<b>Sequence Number</b>	<b>Type of Report</b>
Analyse approfondie de la mise en œuvre de l'ATPC au Tchad	2017/200	Review

#### **Other Publication**

<b>Title</b>
Wash in Nutrition- Stratégie Tchad
- Boîtes à images sur le choléra, communautaire et en milieu scolaire
- Boîtes à images sur l'alimentation du nourrisson et de jeune enfant, l'alimentation des femmes enceintes, la lutte contre les carences en micronutriments, les groupes d'aliments et leurs rôles, les signes de la malnutrition

- UNICEF Chad Partnerships Newsletter
BULLETIN UN CHAD
BULLETIN POLIO
- GUIDE DE PROTECTION DES MINEURS DANS LES MEDIAS AU TCHAD
17 VIDEOS DE PLAIDOYER (#ECD, #EIE, #BirthRegistration, #ChildrenUprooted, #EducationCannotWait, #ImaginaryFriend, #WASH, #MobileClinics, #WCD, #SOWC)

## Lessons Learned

Document Type/Category	Title
------------------------	-------

## Programme Documents

Document Type	Title	Name
CPD Results Matrix	Country Programme Result Matrix (2012-2016)	Chad_CPD-Result Matrix_2012-2016.pdf
CPD Results Matrix	Cadre logique du Programme de pays 2012-2016	Chad_CPD-Cadre-logique_2012-2016.pdf
CPD	Descriptif de Programme pour le Tchad 2012-2016	Chad_CPD_2012-2016_Fr.pdf
CPD	Country Programme Document (CPD) for Chad 2012-2016	Chad_CPD_2012-2016_En.pdf
CPAP	Plan d'Action du Programme de Pays (CPAP 2012-2016) entre le Gouvernement du Tchad et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	Chad_CPAP_2012-2016.docx